



5888 com

**«Tableau de bord»
réalisé en partenariat avec**

Canada Développement économique Canada Canada Economic Development

**Un nouveau numéro
encarté dans ce journal**

PUBLIÉ PAR LA CHAMBRE DE COMMERCE DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN

SEPTEMBRE 2000 VOLUME 3 NUMÉRO 6

BILAN DU PRÉSIDENT :

Une action orientée vers la créativité et la savoir durant une année faste pour la région métropolitaine de Montréal



page 4

AGENDA

Toutes les activités d'information et de réseautage



page 17

MontrealInternational
Salon de Farnborough 2000 : quand la concertation rapporte des emplois et des investissements

pages 11-12

INDEX

dossier - suite 2

forum - suite 3

activités 7,17,18

partenaires 14,15

comité 15

TRAVAILLEURS AUTONOMES !

- 6 chaises
- 1 table
- 1 téléphone
- et un branchement pour fax-modem...

c'est tout ce dont vous avez besoin pour rencontrer vos clients au centre-ville.

La Chambre met à votre disposition la salle Leadership Montréal. Tarifs concurrentiels

Information : (514) 871-4000, poste 4053

Forum

MONTRÉAL : CAPITALE NORD-AMÉRICAINE DU MULTIMÉDIA ?

PAR CHARLES-OLIVIER DURANCEAU

Avec la création de la Cité du Multimédia près du Vieux-Port de Montréal, l'industrie du multimédia était censée devenir l'un des principaux secteurs de l'économie montréalaise avec quelque 10 000 emplois créés d'ici 2005. Or, il semblerait que dès cette année, ce chiffre magique pourrait être atteint. Leadership Montréal fait le point sur cette industrie en plein essor.

Des noms comme Silicon Valley, Silicon Alley, Multimedia Gulch, Research Triangle Park, l'Autoroute 128 de Boston accrochent le regard, surtout lorsque le nom de Montréal figure à côté. C'est en effet ce qu'on peut voir dans le numéro de juillet de la prestigieuse revue Wired, qui publie une étude portant sur les grandes technopoles internationales. Montréal se classe au 5^e rang parmi les 46 principales capitales technologiques de la



Source : Cité du Multimédia

Dans la nouvelle cité du Multimédia, des immeubles modernes côtoieront bientôt les immeubles centenaires du Vieux-Montréal.

planète, devant Paris et Tokyo, quant à la présence de facteurs propices au développement d'industries du savoir. L'opinion fait maintenant consensus et Montréal s'affirme de plus en plus comme la nouvelle technopole.

La Cité du Multimédia vient solidifier ce mouvement alors que Montréal s'approprie une part considérable de cette industrie en émergence.

Suite, page 3

Dossier

SANTÉ : L'AUTOMNE DES CHOIX

PAR FRANÇOY ROBERGE

L'automne 2000 pourrait passer à l'histoire comme le moment crucial d'une révision approfondie du système de santé au Québec. Il pourrait aussi s'ajouter à la liste des rendez-vous manqués qui s'allongent toujours en marge du livre officiel de l'histoire. La région métropolitaine, principal centre de développement et de rayonnement de l'industrie québécoise de la santé vivra une période intense d'activités liées à cette question fondamentale, à cet enjeu qui, avec celui de l'éducation, constitue les bases vitales de notre société.

Du 30 septembre au 5 octobre, le grand forum-exposition Santé 2000 réunira au Palais des Congrès plus de 2 000 spécialistes et experts du secteur

de la santé dont les discussions s'articuleront autour de cinq grands thèmes d'intérêt universel :

- le financement de la santé;
- le développement scientifique;
- les questions d'éthique;
- la télé-médecine;
- les soins ambulatoires.

Parallèlement à ce vaste forum, se tiendra une exposition de technologies médicales et pharmacologiques qui regroupera au-delà de 120 exposants.

Les responsables de Santé 2000 entendent faire de cet événement une rencontre annuelle importante, mondiale, qui serve de pendant nord-américain à la conférence annuelle sur la santé MEDICA, de Dusseldorf en Allemagne.

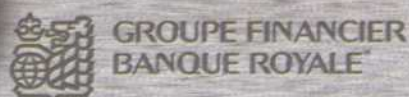
C'est presque au même moment que



Source : Merck Frosst

Grâce à l'introduction de traitements à base de biogénétique ou génomique, l'espérance de vie des Québécois sera portée à plus de 100 ans, voire 120 ans.

Suite, page 2



SANTÉ : L'AUTOMNE DES CHOIX

se mettra en marche la phase de consultations professionnelles et d'audiences publiques de la Commission d'étude sur les services de santé et les services sociaux, mise en place par la ministre de la Santé et des Services sociaux du Québec, Mme Pauline Marois. Cette commission, présidée par M. Michel Clair, recevra des avis, commentaires, analyses et propositions durant une bonne partie de l'automne.

En même temps, les dossiers relatifs à la mise en place des deux grands centres hospitaliers universitaires McGill et Université de Montréal progressent et ils nécessiteront des investissements de près de 2 milliards \$ au cours des prochaines années.

La santé sera donc à l'avant-plan de la scène publique métropolitaine durant les prochains mois.

Leadership Montréal tente ici de mettre en lumière les grands enjeux et de dégager certaines tendances pour l'avenir.

LE FINANCEMENT DE LA SANTÉ : UN DÉCLENCHEUR

La question du financement des soins de santé demeure au cœur de la question, voire du problème que constitue l'amélioration de notre système de santé. Le Québec consacrera cette année 15,4 milliards \$ au système de santé et de services sociaux. Au total, cette somme représentera plus de 6,3 % du produit intérieur brut du Québec, soit à peu de chose près, l'équivalent de la moyenne de toutes les provinces canadiennes. L'Ontario consacre seulement 5,8 % de son PIB à la santé, mais, néanmoins, il dépense 1 976 \$ par habitant, annuellement, aux soins de santé, soit 215 \$ de plus que le Québec.

La province canadienne qui consacre le plus à la santé, *per capita*, est le Manitoba, avec 2 250 \$, soit au-delà de 500 \$ de plus que le Québec.

Par ailleurs, la situation du Québec est caractérisée par un vieillissement important de la population et on prévoit que vers 2030, près du quart de la population québécoise aura dépassé l'âge de 65 ans.

Or, les dernières projections des experts en médecine et en technologie prédisent que l'espérance de vie, grâce à l'introduction des traitements à base biogénétique ou génomique portera l'espérance de vie des Québécois à plus de 100 ans, voire 120 ans.

La mathématique est implacable. Pour conserver une certaine qualité de vie à 20 %, puis 25 %, puis 30 % d'une population qui, jusqu'à nouvel ordre, est vouée à passer de 30 à 50 ans à la retraite, et pour donner accès à la population plus jeune à des traitements génétiquement combinés pour améliorer leur santé, pour lutter contre les nouvelles maladies qui gagnent du terrain, comme l'Alzheimer, il faudra graduellement ajouter des milliards de dollars par année.

Dans la situation actuelle, toutefois, et devant les listes d'attente qui s'allongent pour des chirurgies vitales et l'encombrement des urgences des centres hospitaliers, l'État est confronté à ce problème, ou il ajoute lui-même l'argent, ou il demande à l'usager une contribution plus

élevée, en désassurant certains soins et en imposant des «tickets modérateurs».

Le gouvernement fédéral, pour sa part, a réduit ses contributions au titre de partage des coûts de la santé, notamment depuis 1992. D'une contribution qui représentait plus de 23 % en 1983-1984, celle-ci ne représente plus, pour l'année 1999-2000, que 15 % du budget de la santé. Au dernier sommet des premiers ministres des provinces sur la santé, ceux-ci demandaient à Ottawa

de ramener sa contribution à 17,9 % des coûts de la santé.

Or, à l'heure actuelle, la question du financement des systèmes de santé sert de déclencheur à une profonde réflexion sur les objectifs, le fonctionnement et les moyens dont ces systèmes doivent être dotés. Plusieurs provinces jonglent avec l'idée d'introduire dans le système de santé un début de concurrence en autorisant la mise en place d'institutions ou de cliniques privées.

Mais pour le Canada, l'un des seuls pays du monde avec Cuba à n'avoir qu'un seul système de santé public et à interdire le développement de services privés, évoquer la création de certains services de santé privés, rétribués par l'État, selon ses propres barèmes, constitue une hérésie.

Malgré tout, dans la consultation que mènera au Québec la Commission d'é-

Suite, page 6

SOYEZ ZEN

Le régime d'ASSURANCE COLLECTIVE de vos employés est tellement compliqué à gérer que vous stressez juste à y penser ? Découvrez tous les avantages de l'assurance collective SSQ VIE et commencez à vous détendre.

Formulaires faciles à remplir, rapidité de traitement des réclamations, accès direct des employés au service à la clientèle : tout a été conçu pour simplifier la vie des employés qui bénéficient du régime et de ceux qui en assurent la gestion.

Alors, si votre régime d'ASSURANCE COLLECTIVE vous envoie des ondes négatives, faites affaire avec SSQ VIE et découvrez les joies de la paix intérieure.

SSQ
VIE

Prendre les devants^{MD}

www.ssq.qc.ca

ASSURANCE
COLLECTIVE

Publié par :



Chambre de commerce
du Montréal métropolitain
Board of Trade
of Metropolitan Montreal

5, Place Ville Marie
Niveau plaza, bureau 12500
Montréal (Québec) H3B 4Y2
Tél. : (514) 871-4000
Télé. : (514) 871-1255
Site Web : www.ccmq.ca
Courriel : info@ccmq.ca

Président
Pierre Laferrière

Éditeur délégué
François Roberge

Rédactrice en chef
Madeleine Murdock

Collaborateurs :
Louise Cherry
Charles-Olivier Duranceau
Natalie Latourelle

Secrétaire à la production et
à la publicité
Sylvie Paquette

Publicité
Annie Bergeron
Johanne Gagné

Design et production
Communication SRVA
international inc.

Impression
Imprimeries Transcontinental inc./
Division Transmag

Coût de l'abonnement
25 \$ (10 numéros) taxes en sus

ISSN 1480-4638

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada

F O R U M

Suite de la page 1

MONTRÉAL : CAPITALE DU MULTIMÉDIA...

La Cité du Multimédia, c'est un espace grand comme 30 terrains de football situé entre les rues Duke et King, dans le Vieux-Montréal. Destiné à accueillir les entreprises de la nouvelle économie, plus précisément celles du multimédia et des technologies de l'information, ce projet vise à recréer, pour ce secteur, le concept du parc industriel. Le complexe immobilier offre des infrastructures de télécommunications ultramodernes et peu coûteuses en plus de permettre à ses locataires de bénéficier de substantiels crédits d'impôt. Bien qu'on retrouve bon nombre de firmes à l'extérieur de l'emplacement, la Cité est devenue le symbole de cette industrie.

Pourtant, six ans auparavant, alors que l'Internet était mésestimé et la technologie informatique toujours mystérieuse aux yeux du commun des mortels, le multimédia n'inspirait guère d'intérêt. Aujourd'hui, à Montréal, le multimédia est de moins en moins... virtuel. À preuve, il fallait compter, en 1999, les 600 développeurs de contenu multimédia et d'Internet, les 800 entreprises connexes (ayant des activités reliées au multimédia) et les 150 sociétés de services en information. Ces entreprises représentaient plus de 4 000 emplois directs et 12 000 indirects. Cette année, certains estiment que l'on franchira sous peu le cap symbolique des 10 000 emplois. Il reste toutefois difficile de se prononcer avec exactitude sur les statistiques de

cette industrie en émergence. Heureusement, plusieurs enquêtes sont en cours et devraient donner des résultats plus rigoureux d'ici la fin de l'année.

UN VISAGE DU MULTIMÉDIA

Ubi Soft, locataire principal de la Cité du Multimédia, a annoncé un investissement initial de 400 millions \$ prévoyant la création de plus de 375 emplois. Cette filiale de la multinationale française Guillemot Corporation se spécialise dans la conception de jeux multimédia pour les jeunes. Softimage, acquise par l'empire MicroSoft et récemment vendue à Avid Technology (1998), à qui l'on doit les effets spéciaux du Parc Jurassique, évolue dans la sphère de la conception d'effets spéciaux, de même que Discreet, reconnue pour ses montages numériques que l'on a pu voir au grand écran dans Titanic, Le 5^e Élément et Air Force One. Ces sociétés sont les vedettes de l'industrie. Mais le multimédia c'est aussi des firmes d'édition électronique, comme Quebecor Multimédia, et des firmes de création de contenu informatif, de logiciels (Behaviour Communications), de soutien Internet et de développement de solutions d'affaires électroniques (Transcontinental e.media)

Si la catégorisation des entreprises rend difficile la comptabilité des statistiques, il y a tout de même consensus au niveau de la vitalité qui anime ce secteur. Pour s'en convaincre, on peut compter les annonces de contrats et d'investissements qui prolifèrent. Si c'est par douzaine que l'on dénombre les offres d'implantation, l'apparition de petites entreprises gravitant autour des leaders de l'industrie se révèle être un autre indicateur plus subtil, certes, mais aussi plus crédible.

Elles sont plus d'une soixantaine à offrir des produits et services multimédias, des cédéroms à contenu éducatif, des outils d'animation, de simulation, des jeux en trois dimensions et des plateformes de création de monde virtuel. Aucun domaine n'y échappe : le milieu de la santé, avec des applications intranet pour les cliniques et hôpitaux; l'éducation, avec une multitude de cédéroms favorisant l'apprentissage; toutes les facettes de la gestion, avec une panoplie

de programmes allant du marketing aux finances, en passant par les bases de données. On conçoit des supports informatiques pour les aveugles, des logiciels de sonorisation, de planification architecturale jusqu'à l'entreposage des matières dangereuses, la bibliothéconomie et même... la gestion des parcomètres.

ACME multimédia est un exemple typique d'entreprise en émergence. Fondée en 1995, ce fournisseur de services informatiques s'est lancé dans le développement d'applications multimédias. Depuis, ACME s'est spécialisée à la fois en communication et en technologie, ce qui lui permet d'offrir un éventail de solutions d'affaires électroniques allant de l'intégration Web à l'analyse stratégique des communications. La firme compte aujourd'hui plus d'une cinquantaine d'employés et l'optimisme qu'affiche son président, M. Michel Chioini, repose à la fois sur les perspectives d'avenir et sur un carnet de contrats bien rempli.

En fait, le prochain défi pour ACME sera d'investir le domaine plus conventionnel des communications pour en extirper le savoir-faire et le croiser avec les nouvelles technologies. De cette façon, il est plus profitable de fournir une solution unique intégrée dite «one stop shop», de plus en plus demandée par les clients. Défi de taille aussi celui de gérer la croissance. À l'instar des autres sociétés du secteur, la qualité et la nécessité des services de ce genre augmentent considérablement la demande de main-d'œuvre. Si Montréal offre, selon lui, un réservoir intéressant d'employés potentiels, il craint que la demande ne croisse trop rapidement par rapport à l'offre : un problème déjà bien connu des intervenants.

LES PROCHAINS DÉFIS

En effet, l'essor phénoménal que connaît le secteur du multimédia suscite un défi considérable au niveau des ressources humaines. La problématique gravite principalement autour des trois axes suivants : l'accès à un bassin de main-d'œuvre suffisante répondant aux exigences de l'industrie, l'acquisition et le développement de compétences particulières et la mise en place de con-

Suite, page 8

CONQUÉRIR LES ÉTATS-UNIS EN UN JOUR!

Le jeudi 19 octobre 2000, de 9 h 00 à 15 h 00

Hôtel Omni Mont-Royal

Inscriptions entre 8 h 30 et 9 h 00, suivi d'un petit déjeuner en présence de représentants de la communauté d'affaires de l'État de New York

Un atelier pratique pour des affaires aux États-Unis :

- Incorporation d'une compagnie américaine
- Faire affaire aux États-Unis: aspects fiscaux
- Permis de travail, cartes vertes
- Financement pour le démarrage des entreprises aux États-Unis
- Prêts à bas taux d'intérêt, subventions aux salaires
- Passage de vos biens à la douane
- Assistance au démarrage (entrepôt, transport et emballage, bureaux de démarrage, etc)
- Marketing, insurance
- Et beaucoup plus!

Spécialistes :

Une équipe d'experts chevronnés dans les aspects légaux, fiscaux et logistiques des activités commerciales transfrontalières. Un avocat, un comptable, un consultant en immigration, un agent de douane, un banquier américain et plusieurs autres font partie de notre équipe.

Commandité par :

The Plattsburgh-North Country Chamber of Commerce



Nombre de places limité

95 \$ U.S. (75 \$ U.S. pour un participant additionnel de la même compagnie)

Le déjeuner est inclus dans le prix

Pour réserver, composer sans frais le 1-888-320-8122

Inscrivez-vous par internet à www.canamconnection.com

Master Card, VISA, Américain Express

Le séminaire sera présenté en anglais. Des traducteurs seront sur place.

ESPACE DE PRESTIGE

Besoin d'espace?

Montréal, Laval, Trois-Rivières, Québec, Chicoutimi :

Bureaux à louer
de 300 pi² à 36 000 pi²

1 800 463-5261

L'INDUSTRIELLE ALLIANCE
COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE

BILAN DU PRÉSIDENT 1999-2000 : UNE ACTION ORIENTÉE VERS LA CRÉATIVITÉ ET LE SAVOIR DURANT UNE ANNÉE FASTE POUR LA RÉGION MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL



Photo : Jean-François Bérubé

Il y a un an, j'ai entrepris avec plaisir mon mandat à la présidence de la plus importante organisation d'affaires de la région métropolitaine de Montréal, déterminé à travailler au développement de la créativité, de l'esprit d'entreprise et du savoir comme valeurs fondamentales de notre essor collectif, social et économique.

Je cède la place à mon successeur avec une certaine satisfaction, celle d'avoir consacré de nombreuses heures à travailler avec vous tous, membres de la Chambre, et avec nos partenaires du milieu économique, au développement du Montréal métropolitain. Je me réjouis de constater que les efforts déployés depuis plusieurs années par les entrepreneurs de la métropole portent des fruits et que la plupart des indicateurs de la santé économique de la Montréal sont résolument au vert.

Au cours de cette année, la Chambre a consacré beaucoup de temps et d'énergie à trois grands dossiers : la revitalisation de nos grandes institutions universitaires, la réorganisation de la région métropolitaine et l'essor de l'activité aéroportuaire.

LE DOSSIER DES UNIVERSITÉS

Nous avons d'abord énoncé, dans un document d'analyse, les principes qui devraient sous-tendre la relance de nos universités dans un contexte de concurrence mondiale pour les ressources intellectuelles, les étudiants prometteurs et les outils de recherche.

De concert avec les représentants universitaires du plus haut niveau, nous avons élaboré une position demandant au gouvernement du Québec de réinvestir substantiellement dans la formation universitaire, ce qu'il a fait. Nous souhaitons maintenant que ce gouvernement fasse en sorte que les universités sortent de l'environnement bureaucratique qui freine leur capacité d'évolution et d'adaptation à la réalité de la société qui les entoure. Pour cela, il faut que leur système de gouvernance leur permette de se lier plus étroitement aux lois du marché et de la société et de se montrer efficaces et responsables devant la société et devant leurs clients. Elles doivent avoir accès à des sources de financement non gouvernementales susceptibles de croître avec leur niveau d'excellence.

La Chambre a proposé d'accroître l'adéquation entre la capacité de formation et les besoins du marché, en particulier dans l'économie du savoir, l'aérospatiale, les technologies de l'information, les télécommunications, le secteur biopharmaceutique.

Nous sommes heureux de constater que le ministre de l'Éducation du Québec, M. François Legault, semble avoir tenu compte de notre avis en obtenant des crédits supplémentaires substantiels pour l'enseignement universitaire et en demandant aux institutions de fournir une mesure plus précise de leur performance, en regard d'autres institutions nord-américaines.

Nous croyons que les dirigeants des universités n'ont pas d'autre choix que d'accepter de telles exigences et, d'ailleurs, plusieurs d'entre eux ont compris qu'elles visaient avant tout à favoriser une utilisation optimale des très précieuses ressources intellectuelles des universités, au bénéfice de leurs principaux clients, les étudiants.

La Chambre, en outre, continue de croire qu'il est important, pour la santé financière des institutions, de libéraliser les droits de scolarité afin de laisser entre les mains des étudiants une latitude accrue de reconnaître eux-mêmes l'excellence des enseignements disponibles. La Chambre estime que les étudiants doivent contribuer davantage au coût de leur formation, spécialement ceux qui choisissent des secteurs où la formation exige des équipements coûteux, tandis que les salaires d'un diplômé sont nettement plus élevés que la moyenne.

Nous avons néanmoins défendu avec vigueur le principe selon lequel cette libéralisation devrait s'accompagner d'une révision des mécanismes d'aide financière disponibles, de façon à s'assurer qu'aucun étudiant ne soit forcé de limiter ses études avancées à cause d'un manque de ressources.

Nous croyons qu'il serait utile de fiscaliser la dette d'études, afin qu'elle soit remboursable en proportion des revenus réels de la personne ayant obtenu un diplôme.

Je me réjouis de constater que les universités de la région métropolitaine se dirigent maintenant vers une période de réinvestissement, d'expansion et de développement de créneaux d'excellence. Certaines d'entre elles ont fait plus que « doubler le pipeline » d'étudiants dans des secteurs comme les technologies de l'information ou les télécommunications, prenant des mesures pour tripler le nombre de leurs futurs diplômés dans ces domaines.

Le succès de nos universités et leur enthousiasme renouvelé sont garants de la progression soutenue des industries de pointe qui font de la région de Montréal la 12^e région urbaine du monde pour la nouvelle économie et, à l'instar de New-York, Boston et San Jose, une véritable technopole. Nous continuerons de contribuer à leur réussite.

RÉORGANISATION MÉTROPOLITAINE

Sur un autre plan, la Chambre a continué de se préoccuper profondément de la refonte des institutions métropolitaines de la région montréalaise. Afin de pouvoir intervenir avec plus de pertinence dans le débat, nous avons demandé à l'INRS-Urbanisation de réaliser une étude comparant certains aspects de l'organisation politique et de l'économie d'une trentaine des plus grandes villes nord-américaines, ainsi que de quelques villes européennes.

Afin de commenter publiquement les propositions de la ministre des Affaires municipales et de la Métropole, Mme Louise Harel – propositions auxquelles, dans une large mesure, nous souscrivons – nous avons déterminé les axes d'intervention privilégiés par la Chambre.

Ces axes sont :

- l'urgence de mettre en place une instance métropolitaine dotée de pouvoirs d'intervention significatifs, en vue d'assurer un développement concerté de la région métropolitaine et de bâtir une vision métropolitaine;
- la nécessité de favoriser les regroupements et les fusions municipales, de préférence par des programmes incitatifs très attrayants ;
- la nécessité d'éliminer de nombreuses structures administratives dans la région métropolitaine.

La Chambre apprécie la détermination et le courage politique de Mme Harel et elle a donné son appui à la création d'une Communauté métropolitaine. Nous avons également pris position en faveur d'un partage plus équitable de la richesse fiscale métropolitaine au bénéfice de Montréal, la ville-centre qui supporte le poids de ses nombreuses fonctions à vocation régionale et nationale.

En dernier lieu, nous continuons de réclamer pour les autorités municipales des pouvoirs de gestion accrus et, notamment, la possibilité d'échapper aux articles 45 et 46 du Code du travail en cas de fusion. Ces articles, en effet, risquent d'entraîner des coûts additionnels importants pour les municipalités qui se fusionnent, les obligeant à appliquer à tous ses employés la plus généreuse des conventions collectives en vigueur. Le mécanisme d'arbitrage actuellement prévu par la ministre des Affaires municipales semble néanmoins un pis-aller peu susceptible d'encourager les fusions municipales.

DOSSIER AÉROPORTUAIRE :

LA CHAMBRE SOUTIENT À 100 % LA DÉCISION PRISE EN 1976 ET SOUHAITE QUE LES INVESTISSEMENTS ANNONCÉS À DORVAL SE FERONT AVEC CÉLÉRITÉ

Le troisième dossier d'envergure auquel la Chambre a apporté sa contribution durant l'année écoulée est celui des aéroports de Montréal.

À l'occasion de rencontres publiques, de conférences de presse, et au cours d'une comparution devant le Comité permanent des transports du gouvernement canadien, la Chambre a réaffirmé sans ambiguïté aucune son appui entier à la décision prise en 1976 de permettre aux transporteurs exploitant des lignes commerciales à Montréal de le faire à partir de l'aéroport de leur choix.

Cette décision, qui permet de créer à Montréal une véritable plaque tournante du transport aérien et de relancer le trafic aéroportuaire, fait maintenant partie de notre histoire. Dans cette perspective, il est essentiel et urgent de procéder rapidement à l'investissement des 498 millions \$ pour moderniser Dorval. Ces investissements sont importants, certes, mais modestes si on les compare aux investissements de 4,3 milliards \$ de Toronto et de 1,5 milliard \$ de Vancouver.

Tout en favorisant ce développement de Dorval, un aéroport qui peut répondre à l'essentiel des besoins de la communauté montréalaise durant les 20 prochaines années, la Chambre a appelé tous les milieux économiques de la région métropolitaine à collaborer activement au développement de Mirabel, en soutenant, notamment, les efforts visant le développement, à Mirabel, de centres de logistique et de distribution, qui bénéficie de la zone franche aéroportuaire.

Il va sans dire qu'à son habitude, la Chambre est également intervenue à plusieurs reprises sur des dossiers de fonds importants pour la vie économique du Montréal métropolitain. Nous sommes notamment intervenus dans le cadre de la Commission Beauchamp, du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, afin de signaler la piètre qualité de certains réseaux d'aqueduc municipaux de la région montréalaise, de même que l'insuffisance des normes en vigueur au Québec en matière de qualité de l'eau potable, et donc de l'urgence d'agir dans ce secteur névralgique.

Nous avons également commenté favorablement le Plan de transport déposé pour la région métropolitaine de Montréal par M. Guy Chevrette, ministre des Transports du Québec.

UNE ANNÉE FASTE POUR LE MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN

L'action de la Chambre s'est inscrite dans un contexte de forte croissance de l'économie de la région métropolitaine et de confiance marquée, tant de la part des investisseurs que des consommateurs. Au cours de cette année, le chômage a reculé dans la région métropolitaine jusqu'à 7 %, son plus faible taux des 25 dernières années.

Des investissements de plus de 7 milliards de dollars sont en cours ou ont été annoncés depuis 12 mois.

Enfin, les budgets des ordres supérieurs de gouvernement étant enfin équilibrés, voire excédentaires, le fardeau fiscal des particuliers et des entreprises commence à diminuer, permettant d'escompter une croissance économique encore plus importante pour l'avenir. Et la croissance de la région de Montréal repose essentiellement sur le dynamisme de la nouvelle économie, ce qui constitue un gage de succès à long terme.

La Chambre a apporté une contribution significative à l'amélioration du climat économique de l'agglomération, au cours des 5 dernières années. Elle continuera de le faire dans les mois et les années qui viennent. Néanmoins, tout en se réjouissant de l'essor économique de la métropole, les gens d'affaires souhaitent une certaine prudence dans les investissements et, en particulier, dans les investissements financés par les deniers publics. Avec Mirabel et le Stade Olympique, Montréal compte deux beaux éléments blancs. De grâce, ne nous mettons pas en tête d'en constituer un troupeau complet ! Nous ne devons pas laisser notre prospérité nouvelle nous amener à réaliser des investissements somptueux ou irrationnels.

UNE ORGANISATION SAINE ET DYNAMIQUE

L'organisation de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain elle-même a continué d'afficher une excellente santé et un dynamisme soutenu, au cours de l'année écoulée.

CONSOLIDATION DU MEMBERSHIP

Le membership de l'organisme a poursuivi sa consolidation. Ses quelque 7 000 membres sont plus fidèles que jamais à la Chambre, puisque le taux de fidélisation des membres atteint annuellement près de 85 %, en hausse de 4 % au cours des 24 derniers mois et de 8 % par rapport à 1995-1996. Il s'agit là d'un niveau qui se classe parmi les meilleurs au sein des chambres de commerce et autres organismes d'affaires à adhésion volontaire au Québec et au Canada.

Le nombre d'entreprises qui, à titre de chefs de file de leur secteur, souhaitent s'engager et se distinguer davantage en devenant «GRANDS PARTENAIRES» de la Chambre dépasse maintenant les 190, comparativement à 111, il y a deux ans. Ces grands partenaires comptent plus de dix délégués à la Chambre.

ACTIVITÉS NOMBREUSES ET BIEN FRÉQUENTÉES

Au cours de l'année, la Chambre a tenu un nombre impressionnant d'activités à l'intention de ses membres et des membres de la collectivité intéressés à en savoir plus sur l'évolution du monde des affaires, de l'économie, ainsi que sur les enjeux principaux qui confrontent notre société.

Au total, plus de 128 activités formelles, quatre de plus que l'année précédente, ont été tenues sous la gouverne de la Chambre et de ses organisations affiliées, le World Trade Centre Montréal et l'Institut du commerce électronique, regroupant au-delà de 20 000 participants. Si on ajoute certaines activités organisées en partenariat ou dans le cadre des travaux des comités d'affaires publiques, on porte le total des rencontres à plus de 150.

Les petits déjeuners Perspectives et Haute technologie ont continué d'attirer un nombre croissant de participants. Les déjeuners-causerie, au nombre de 14, soit un de plus que l'année précédente, ont attiré en moyenne tout près de 500 personnes.

AFFAIRES PUBLIQUES : DES COMITÉS TRÈS ACTIFS

Les 18 comités d'affaires publiques de la Chambre, qui regroupent au total plus de 340 membres, (si on inclut les comités qui assistent la Chambre dans l'organisation d'activités d'envergure et ceux qui apportent un soutien au membership, on dépasse facilement 500 bénévoles) ont été très actifs au cours de l'année. Ils ont tenu près de 200 réunions au cours de l'année, et ils ont suscité des prises de position de la Chambre ou participé à l'élaboration de positions publiques sur une dizaine d'enjeux majeurs.

On peut mentionner, à titre d'exemple, que le comité Habitation et développement urbain a travaillé avec constance sur la plupart des dossiers de projets immobiliers majeurs ainsi que sur l'organisation métropolitaine; que le comité Ressources humaines a élaboré et diffusé le *Guide des compétences-clés dans l'emploi*; que le comité Travailleurs autonomes et micro-entreprises a préparé un mémoire sur la condition des travailleurs autonomes qui a été remis à la ministre du Travail du Québec. Le comité Alliances stratégiques, pour sa part, a fortement contribué à la préparation d'un mémoire de la Chambre sur la qualité de l'eau potable au Québec et dans la région métropolitaine de Montréal et le comité Santé a contribué à la préparation et à la présentation d'un mémoire présenté au gouvernement du Québec sur l'assurance-médicaments.

Le comité Transports a contribué à la mise au point de la position de la Chambre au sujet du Plan de transport de la région montréalaise et au sujet du développement de l'aéroport de Dorval comme plaque tournante du trafic aérien de la région métropolitaine.

Le comité Éducation - Retour à l'école, quant à lui, a réalisé avec succès

l'opération Retour à l'école 2000, au cours de laquelle près de 500 représentants des milieux d'affaires ont visité des écoles secondaires de la région afin de nouer un dialogue avec les jeunes et de contribuer à lutter contre le décrochage scolaire.

Dans le cadre de l'opération Retour à l'école, le Fonds Ville-Marie, par ailleurs, a permis la réalisation en 1999, du disque compact intitulé Paradoxe Décroche/Raccroche, un CD entièrement composé de chansons et de musiques créées par des jeunes décrocheurs. Deux chansons de ce CD ont servi de thème à l'opération Retour à l'école 2000. Le CD a été lancé au cours d'une soirée mémorable au théâtre Corona, dans le sud-ouest de Montréal, en présence de 600 personnes : gens d'affaires, gens du milieu de l'éducation, travailleurs sociaux, jeunes décrocheurs, raccrocheurs et étudiants du secondaire.

COMMUNICATIONS : LEADERSHIP MONTRÉAL TROUVE SON RYTHME DE CROISIÈRE

La Chambre a continué d'informer ses membres tant sur ses activités et sur celles de ses partenaires que sur les grandes tendances de l'actualité économique de la région métropolitaine de Montréal, tout en diffusant les principales prises de position de la Chambre.

Ce journal, *Leadership Montréal*, lancé en 1998, a continué de voir progresser son tirage et ses revenus publicitaires. Distribué principalement aux membres de la Chambre, ainsi qu'aux décideurs des principaux organismes partenaires, World Trade Centre Montréal, l'Institut du Commerce électronique, Montréal TechnoVision et Montréal International, *Leadership Montréal* a vu ses revenus publicitaires augmenter de 49 % en 1999-2000.

Par ailleurs, la Chambre a émis plus d'une cinquantaine de communiqués de presse au cours de l'année, sur autant de sujets.

Au nombre des outils de communication essentiels de l'organisme, le site Web a fait l'objet d'améliorations. Il est devenu transactionnel, et de façon sécuritaire, afin de permettre le règlement électronique de factures et de réservations et il compte désormais un site d'information sur les travaux des comités de la Chambre, permettant ainsi à ses membres de contribuer aux travaux des comités d'affaires publiques et de commenter les documents préparés par ces comités.

LA CHAMBRE, UN PARTENAIRE ACTIF DU MILIEU ÉCONOMIQUE

Par ailleurs, tant dans ses interventions publiques que dans son fonctionnement courant, la Chambre a été fidèle aux engagements consignés dans son plan stratégique en se comportant comme un partenaire actif de toutes les organisations de la région métropolitaine vouées à l'essor économique et au développement de la collectivité.

Elle a continué de participer activement aux activités du Conseil régional

de développement de l'Île de Montréal (CRDÎM), au sein duquel elle compte 27 délégués, et de travailler en concertation étroite avec Montréal International, Montréal TechnoVision, Tourisme Montréal, ainsi qu'avec les autres chambres de commerce de la région métropolitaine, notamment, par le biais du Comité permanent d'initiatives du Montréal métropolitain, le COPIMM.

INFO ENTREPRENEURS EN CONSTANTE EXPANSION

Info entrepreneurs - le service d'information destiné à toutes les entreprises, petites ou grandes qui désirent développer leur plan d'affaires, leur plan marketing ou obtenir l'aide financière ou technique disponible dans les services gouvernementaux, municipaux ou privés - a continué d'accroître à la fois sa notoriété et son rôle conseil auprès de divers autres organismes d'information aux entreprises, au Québec.

Info entrepreneurs a traité, durant cet exercice, au delà de 160 000 demandes d'information, au téléphone, par courriel et par voie écrite, à la plus grande satisfaction de sa clientèle. En effet, une enquête sur la satisfaction de la clientèle révèle que celle-ci est satisfaite à près de 90 % des services offerts. Le niveau de satisfaction atteint 90 % pour le service Info-Fax, ainsi qu'à l'endroit du personnel d'Info entrepreneurs. Au delà de 88 % des usagers recommanderaient le service Info entrepreneurs sans la moindre réserve.

Info entrepreneurs a mis au point, en 1999-2000, de nouveaux services basés sur une utilisation exhaustive des nouvelles technologies. Son service «voice to voice» mariant téléphone et Internet sera mis en œuvre prochainement. Info entrepreneurs a subi avec succès les examens destinés à la reconduction et au maintien de sa certification ISO 9001.

UNE ADMINISTRATION SAINE ET UN BUDGET ÉQUILIBRÉ

Comptant sur un rythme de croissance satisfaisant de l'ensemble de ses activités, la Chambre a également continué de resserrer ses normes de gestion et ses orientations budgétaires, de façon à conserver une marge bénéficiaire raisonnable, tout en offrant plus de services à ses membres et en se montrant très active au service de la collectivité montréalaise.

Elle a, une fois encore, contribué à la croissance des fonds de réserve administrés par la Fondation de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, fonds qui lui assurent une source de financement en cas de coups durs, mais auquel elle n'a pas eu recours jusqu'ici.

En somme, l'organisation sort de cet exercice en excellente santé financière, forte d'un membership consolidé et prête à contribuer de toute sa force à l'essor économique du Grand Montréal. ■



Pierre Laferrière

SANTÉ : L'AUTOMNE DES CHOIX

tude sur les services de santé et les services sociaux, plusieurs intervenants, dont plusieurs bien connus, ne manqueront pas de proposer une ouverture à la compétitivité et une présence accrue du secteur privé dans la prestation des soins. Après tout, des rapports récents de l'OCDE et de l'Organisation mondiale de la santé placent le Canada respectivement au 30^e et au 7^e rang quant à la qualité des services offerts par les systèmes de santé et le degré d'atteinte des objectifs visés.

Or, tous les pays de l'OCDE ont des systèmes de santé mixtes. En France, 72 % des hôpitaux sont privés, et 34 % d'entre eux sont à but lucratif. En Allemagne, 38 % des hôpitaux sont privés.

UNE PROPOSITION DE L'INSTITUT ÉCONOMIQUE DE MONTRÉAL : LE LIBRE CHOIX UNIVERSEL

Le 18 octobre prochain, l'Institut économique de Montréal, présidé par MM. Yves Guérard et Adrien Pouliot, publiera une étude analytique dont la conclusion est de proposer le libre choix universel pour tous les citoyens.

L'étude, réalisée par le Dr. Edwin Coffey, ex-président de l'Association médicale du Québec et professeur adjoint à McGill, et le Dr. Jacques Chaouli, ardent défenseur des soins à

domicile, propose au gouvernement du Québec d'autoriser la prestation de services privés, et de laisser les citoyens libres de choisir eux-mêmes la source de leurs services médicaux et d'en évaluer le prix.

UN RÉGIME D'ÉPARGNE-SANTÉ RATTACHÉ À CHAQUE CITOYEN

Afin de favoriser une meilleure évaluation des services, les auteurs proposent de créer un régime d'épargne-santé auquel tous les citoyens adhèreraient. L'État verserait dans ce régime, pour chaque individu, une somme qui, annuellement, lui permet de s'inscrire auprès d'un médecin omnipraticien. Comme dans les HMO (organismes de gestion de la santé qui desservent 80 % des Américains et la majorité des citoyens dans plusieurs pays européens). Le médecin omnipraticien, de pair avec quelques collègues et des administrateurs choisis par le milieu, gèrerait la santé de son client et négocierait l'achat de soins pour un nombre de 10 000 personnes (plus ou moins), avec un ensemble de cliniques, privées ou publiques, CLSC, hôpitaux, laboratoires, le coût et les modalités des services requis.

À ce régime d'épargne-santé, le citoyen pourrait contribuer lui-même annuellement, afin de se créer un fonds de secours ou d'améliorer l'étendue

des soins dont il pourra bénéficier. Les régimes collectifs des entreprises pourraient également contribuer à ce régime auquel, lorsque le besoin se manifeste, l'État pourrait ajouter sous forme de «bon de service» le coût habituellement déboursé pour telle ou telle opération, ou tel épisode de soins.

Ainsi muni de cette protection - tout citoyen posséderait la même couverture de base qu'en ce moment, plus certaines contributions facultatives d'autres sources - le citoyen devient un client qui choisit d'abord son propre service d'accès aux soins (et qui peut en changer s'il n'est pas satisfait), puis qui évalue en toute connaissance de cause les résultats des soins qu'il a reçus.

«Le prix, c'est l'ultime information stratégique, l'ultime décentralisation entre les mains du bénéficiaire», affirme le Dr Coffey.

Toutes les contributions au régime d'épargne-santé, jusqu'à concurrence d'une somme fixée par l'État, seraient déductibles d'impôt.

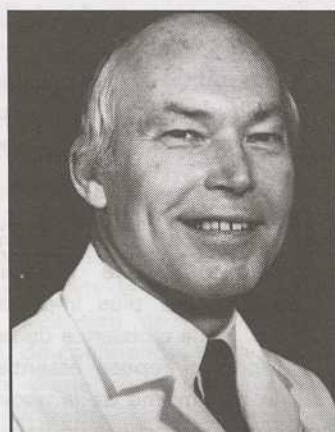
L'INTÉGRATION DES SOINS, UNE LACUNE MAJEURE

L'un des documents de réflexion publiés par le ministère de la Santé et des Services sociaux en prévision des consultations de l'automne sur la santé fait état d'une autre lacune majeure de

notre système de santé : le morcellement des soins.

L'évolution des spécialités médicales au sein d'hôpitaux disposant chacun de centres d'excellence particuliers, la création des CLSC - destinés à jouer un rôle de première ligne - l'ouverture, au cours des dernières décennies, de cliniques médicales regroupant plusieurs spécialistes, puis la fermeture et la fusion de certains hôpitaux ont sans doute contribué au morcellement ou à la fragmentation des soins.

Une personne est traitée dans un hôpital pour un problème cardiovascu-



Source : Institut économique de Montréal

Dr. Edwin Coffey, ex-président de l'Association médicale du Québec et professeur adjoint à McGill

Suite, page 13

Assemblée annuelle des membres



Chambre de commerce du Montréal métropolitain
Board of Trade of Metropolitan Montreal

En 1999-2000, la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, sous la présidence de M. Pierre Laferrière, a consacré des efforts considérables à soutenir la créativité et l'entrepreneuriat, deux valeurs qui sont à l'origine des présents succès économiques de la région de Montréal. La Chambre, notamment, a consacré beaucoup d'efforts à une réflexion et des interventions visant à assurer la relance et l'excellence des universités du Grand Montréal.

En 2000-2001, le nouveau président de la Chambre proposera de mettre les bouchées doubles afin d'assurer la compétitivité du Montréal métropolitain aux plans de la fiscalité, de l'organisation urbaine et des ressources intellectuelles. Montréal connaîtra durant l'année qui vient l'une des meilleures années de croissance depuis le milieu du XX^e siècle. Dans ce climat propice à l'optimisme et à l'action, il est urgent de travailler à faire en sorte que la Métropole demeure longtemps une technopole dynamique et un chef de file parmi les grandes villes nord-américaines.

Une rencontre incontournable qui se tiendra le jeudi 14 septembre prochain, à l'Hôtel Wyndham Montréal, 1255, rue Jeanne-Mance (Montréal).

Horaire :

11 h Assemblée annuelle des membres

12 h Déjeuner et présentation du programme du président

Billet :

49 \$ - membre

75 \$ - non-membre

430 \$ - table de 10 (membres seulement)

TPS (7%) et TVQ (7,5%) en sus

Renseignements et réservation :

Téléphone : (514) 871-4000

Télécopieur : (514) 871-5971

Site transactionnel :

www.cmm.qc.ca/activites



GROUPE FINANCIER BANQUE ROYALE

Hydro Québec

MERCK FROSST

Transcontinental DISTRIBUTION

Construire une maison? Vous avez besoin des bleus.



Vous recherchez des contrats gouvernementaux? Vous avez besoin de MERX.

Abonnez-vous à MERX, le service électronique d'appel d'offres basé sur l'Internet. Pour seulement 6,95 \$ par mois, vous accéderez à des milliards de dollars de contrats des gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux. 24 heures par jour et 7 jours par semaine. Votre fenêtre unique sur un monde de contrats.

MERX

1-800-964-MERX (6379) www.merx.cebra.com

Un outil Essentiel pour les affaires

LE DÎNER-RÉSEAU 2000 : LETTRE OUVERTE

PAR NATHALIE LATOURELLE, CONSEILLÈRE COMMUNICATION/RÉDACTION,
FONDATION DES MALADIES DU CŒUR DU QUÉBEC, ET PRÉSIDENTE DU DÎNER-RÉSEAU ÉDITION 2000

Le 11 mai dernier était bel et bien le jour «J» pour le comité Action femmes d'affaires. Épaulée par une équipe dévouée, j'ai eu droit (comme vous toutes et tous), après huit mois de travail, à une soirée mémorable. J'ai encore quelques frissons en repensant à tout le bagage de connaissance, d'expérience et d'accomplissement qui se trouvaient réunis dans le salon Saisons de l'hôtel Omni Mont-Royal, ce soir-là.

Pour reprendre les paroles de M. Pierre Laferrière, président de la Chambre : «Montréal et, à vrai dire, tout

À vous, participantes et participants, je souhaite sincèrement que cet événement vous aura permis de découvrir certaines facettes cachées de ces femmes que vous admirez et qu'il vous aura donné l'occasion de vous découvrir des affinités avec les personnes que vous avez côtoyées ce soir-là.

La conception et la rédaction d'une thématique, d'une invitation et d'un scénario pour une telle soirée fut pour moi une expérience des plus enrichissantes. Malgré les multiples détails et les nombreuses contraintes qui font partie intégrante d'un tel événement, je suis heureuse du résultat et je tiens à remercier tous ceux et celles qui ont contribué de près ou de loin à son succès : du comité organisateur au personnel permanent de la Chambre, en passant par les animatrices et les personnes responsables de l'accueil.

Je garde en mémoire les éclats de rire provoqués par les commentaires de Pauline Martin et de Trudy Mason; les moments d'émotion à l'écoute des notes biographiques des femmes honorées; l'attention soutenue d'une salle

comble (plus de 300 personnes) et le sourire révélateur des femmes honorées que j'ai eu la chance de rencontrer.

Je termine en souhaitant au Dîner-réseau 2001 un aussi éclatant succès et qu'il continue à se distinguer par son unicité. Aux onze hommes courageux qui s'étaient joints à nous : félicitations ! N'oubliez surtout pas d'inviter vos confrères, en mai prochain, à venir découvrir des femmes de passion, des femmes d'action ! ■



Photo : Jean-René Archambault

Linda Goupil, ministre de la Justice, gouvernement du Québec, entourée des femmes qui avaient choisi de passer la soirée en sa compagnie.



Photo : Jean-René Archambault

Fabienne Larouche, auteure et productrice, en compagnie de Sylvie Bédard, Banque Nationale du Canada.

le Québec, n'ont rien à envier à qui que ce soit quand on songe que, depuis 12 ans déjà, le Dîner-réseau du comité Action femmes d'affaires de la Chambre honore, chaque année, une trentaine de femmes d'aussi haut calibre !»



Photo : Jean-René Archambault

Céline Galipeau, correspondante à l'étranger pour la Société Radio-Canada, reçoit sa sculpture de Hélène Carrier, Groupe financier Banque Royale.

À vous toutes, Mesdames, qui avez fait l'objet d'honneurs, je tiens à vous dire merci de votre présence, de votre générosité et de votre simplicité. Sachez que votre parcours a su impressionner et inspirer plusieurs d'entre nous. Nous aurions voulu vous offrir la lune, mais nous nous sommes arrêtées aux étoiles qui ornent cette magnifique plaque commémorative, faite de verre et de cristal*, créée par l'artiste Mark Raynes Robert, de la maison Henry Birks et fils inc. J'ose espérer que cette remise de plaque deviendra une tradition et que cet objet deviendra un objet de convoitise au sein de notre communauté.

Banque Scotia

Bell

COMMERCE

GRUPE DE PRÉSENTATION
CORPAV
PRÉSENTATION GROUP

swissair

VIA
VIA Rail Canada

* La sculpture faite de verre et de cristal qui a été remise à chaque invitée d'honneur était gracieusement offerte par

BIRKS

WYNCOM Inc. présente

Stephen Covey

EN PERSONNE

dans une conférence d'une journée

Le jeudi 21 septembre 2000

Les quatre rôles du leader :
comment faire un leader de chaque membre de l'équipe
(en traduction simultanée)

Passez du « vouloir » au « pouvoir »
en découvrant comment :

- utiliser les quatre rôles vitaux du leader pour établir un climat de confiance et assurer la croissance;
- développer une atmosphère de respect et d'ouverture;
- conserver et inspirer vos employés les plus talentueux;
- appliquer les principes de collaboration créative pour atteindre un rendement inégalé;
- demeurer plus apte à progresser;
- améliorer le leadership à tous les niveaux de l'entreprise;
- profiter de vos forces et compenser pour vos faiblesses;
- réduire le cynisme et améliorer le moral du personnel;
- demeurer souple et concentré sur les meilleures possibilités à exploiter.



Nommé par la revue *Time* parmi les 25 personnes les plus influentes d'Amérique, Stephen Covey est un expert pédagogue. Son livre *Les sept habitudes de ceux qui réussissent tout ce qu'ils entreprennent* s'est vendu à plus de 12 millions d'exemplaires et figure toujours en première position sur la liste des best-sellers de la revue *Business Week*. Il est vice-président du conseil de Franklin Covey, qui compte parmi ses clients 82 des entreprises citées au Fortune 100 et plus des deux tiers de celles du Fortune 500.

Pour vous inscrire, composez le
1-800-873-3451

visiter notre site Web au www.wyn.com
ou communiquer par courriel à
teams@wyn.com

Endroit :
Le Reine Elizabeth, à Montréal

Heure :
De 8 h 30 à 15 h

Présenté par
le Centre d'éducation permanente
de l'Université McGill

McGill
CENTRE
D'ÉDUCATION
PERMANENTE

Lessons in
LEADERSHIP

WYNCOM, Inc.

MONTRÉAL : CAPITALE DU MULTIMÉDIA...

ditions d'emploi favorisant la fidélisation de cette même main-d'œuvre. L'évolution rapide et la grande diversité des fonctions existant au sein du secteur du multimédia rendent difficile l'élaboration d'une grille d'exigences unique. Les exigences de cette jeune industrie se basent principalement sur l'innovation, le réseautage et l'interdépendance, ce qui révolutionne la structure traditionnelle du travail. Il devient dès lors plus complexe de trouver une main-d'œuvre qualifiée favorisant ainsi un maraudage, qui peut être néfaste pour cette industrie en plein essor.

D'une part, il existe une multitude de professions et d'autre part, une grande partie de la compétence s'acquiert par la polyvalence des habiletés et l'expérience du travail (voir encadré 1). TECHNOCompétence, le comité sectoriel de main-d'œuvre en technologies de l'information et des communications, a pour mission de promouvoir et de soutenir le développement des ressources humaines dans ce secteur spécifique. Le dernier outil mis à la disposition des acteurs du milieu est un guide des profils de compétences qui énumère les critères de sélection des professions du secteur du multimédia : de l'information très précieuse pour l'entrepreneur qui peut facilement s'y perdre devant la pluralité des spécialisations

à l'intérieur même du multimédia.

Mais pour trouver rapidement le candidat idéal, Internet devient un atout fort profitable. Clickonjob.com lancera sous peu un portail pour faciliter la recherche de main-d'œuvre. M. Claude Daignault, son président, nous explique que l'entreprise, jouissant d'une solide expertise de onze ans dans le recrutement et une spécialisation dans les technologies de l'information, s'est modernisée en prenant le virage Internet. Mais Clickonjob.com se démarque des autres portails par son intégration verticale (spécialisation dans le secteur des TI et du multimédia) et par le soutien qu'elle propose aux utilisateurs. «Nous avons décidé de lancer un outil de recherche interactif, accessible et performant pour faciliter la recherche d'employés potentiels. Le grand avantage sera la rapidité d'exécution et la qualité des résultats, mais aussi les services et conseils que nous offrons», de dire M. Daignault. M. Richard Barbeau, directeur à Clickonjob.com, nous dit pour sa part, «que l'objectif étant de devenir la référence pour la communauté des TI et du multimédia au Québec, ce portail sera en plus une fenêtre sur l'industrie. Il permettra aux internautes de se tenir informés des derniers développements des TI et du multimédia par un processus de communication dynamique.»

Encadré 1 : LES RAISONS DU SUCCÈS : LA MAIN-D'ŒUVRE

À l'instar de l'avionnerie, des biotechnologies et des communications, Montréal se distingue par une main d'œuvre compétente et éduquée, soutenue en grande partie par la présence de sept centres universitaires, quatorze cégeps et plus d'une trentaine d'autres collèges privés auxquels il faut ajouter divers centres de recherche.

Mais si des professions comme l'ingénierie informatique, l'analyse de système ou la programmation nécessitent une formation des plus techniques, les activités reliées au multimédia exigent quant à elles un amalgame de connaissances et d'habiletés, tant au niveau de l'analyse, de la communication que de l'imagination.

De plus, le bilinguisme ambiant de la métropole jumelé à la diversité culturelle de ses habitants offre l'opportunité de produire simultanément en plusieurs langues les divers logiciels et autres contenus à caractère informatique.

Mais il reste la créativité, comment expliquer les succès des Softimage, Discreet et Conceptis Technologies sans faire mention du mariage des influences américaine et européenne à la culture québécoise auxquelles viennent s'ajouter les cultures du monde entier. Si ce facteur reste des plus qualitatifs, il ne faut pour autant le négliger. Car c'est de ce carrefour culturel qu'est Montréal que l'on tire une main d'œuvre compétente, créative et productive.

Mises en commun, ces ressources suscitent un équilibre entre la demande et l'offre de travail tout en améliorant la prise de décisions relatives à l'embauche et les relations professionnelles. Ces raisons contribuent à abaisser les coûts de main-d'œuvre. Or, pour une entreprise de multimédia, les coûts en main-d'œuvre sont de premier ordre, contrairement à d'autres industries où la consommation d'énergie et l'usure des équipements sont prédominantes.

D'AUTRES AVANTAGES

Si la faiblesse des coûts associés à la qualité de la main-d'œuvre explique une partie du succès que rencontre

Montréal dans la sphère des hautes technologies, il ne faudrait pas y voir la seule des explications valables (voir encadré 2). La persistance des différents intervenants et particulièrement du gouvernement du Québec n'est pas en reste. La gamme de subventions et des crédits d'impôt sont autant d'incitatifs attirant les entreprises en multimédia. Par exemple, une entreprise peut épargner jusqu'à 63 % des dépenses reliées à la recherche et au développement. Dans certaines zones désignées, comme celle de la Cité du Multimédia, les entreprises bénéficient

Suite, page 10

ACTIVITÉ

BIENVENUE À BORD !

La dernière réception des nouveaux membres pour l'année 1999 - 2000 s'est tenue le 31 mai dernier. Ils avaient répondu à l'invitation autant pour se familiariser avec les nombreux programmes et services offerts par la Chambre que pour rencontrer des membres du personnel permanent et également poser des questions, le cas échéant.



Un cocktail a suivi la séance d'information générale. Plus de 100 personnes y assistaient. Au cours de la réception, on a procédé à un tirage dont les deux gagnants ont pu monopoliser l'attention de l'assistance en présentant pendant trois minutes chacun leur organisation. Une occasion en or...



L'une des gagnantes était Mme Cécile Moitrieux, Assistante administrative Consulat général de Belgique. L'autre était M. J.-J. Laliberté, président de Leadership Performance

La Chambre remercie tous ses nouveaux membres de leur participation, ainsi que l'âme dirigeante de ces rencontres, M. Jean-Luc Géha, directeur général, Solutions d'affaires Bell, qui a animé d'une façon très professionnelle les trois rencontres de l'année.

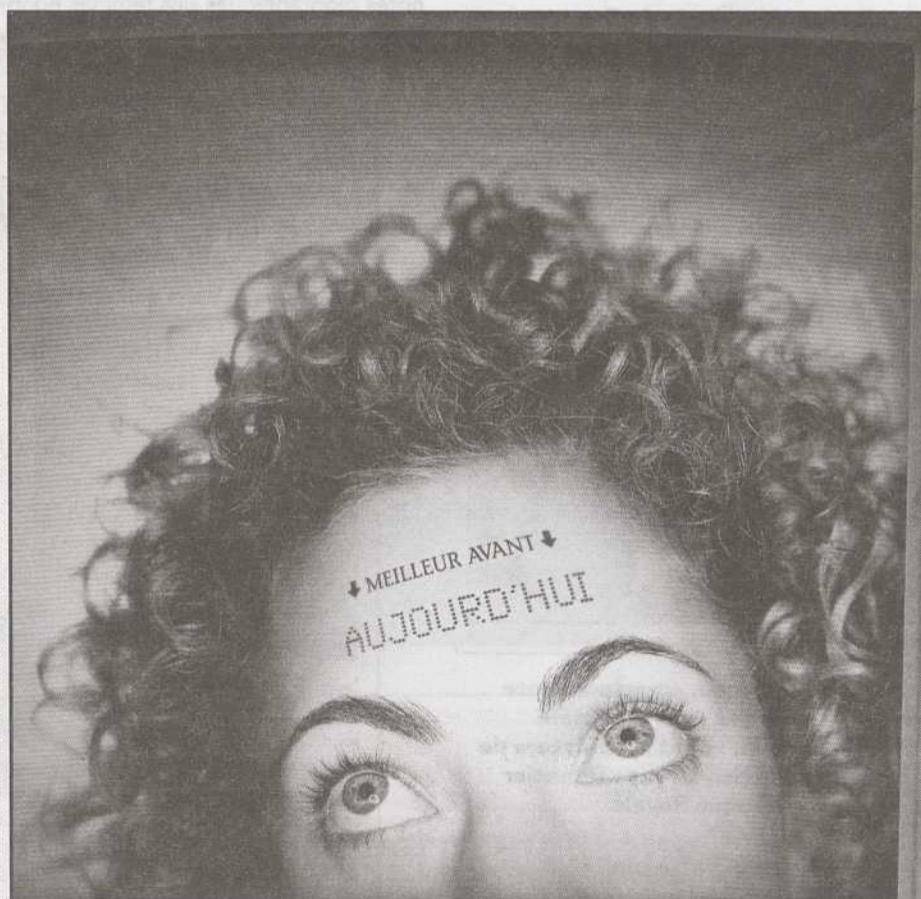
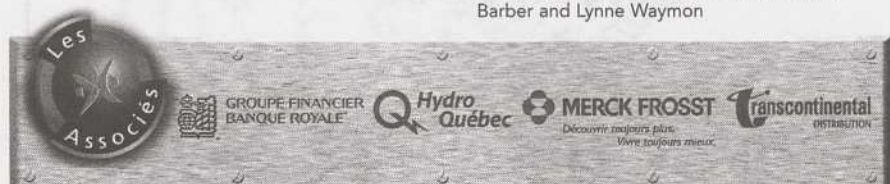
IL Y EN AURA D'AUTRES !

Vous êtes devenu membre au cours de la dernière année et n'avez pas encore pu participer à l'une de nos rencontres ? Qu'à cela ne tienne... la prochaine aura lieu le mercredi 18 octobre prochain, dans les locaux de la Chambre. Pour réserver, communiquez avec le (514) 871-4000, poste 4022.

TRUC DE RÉSEAUTAGE

Espérer seulement que vos efforts de réseautage rapportent ne suffit pas : il faut agir. * ■

* Source : Networking Know-How, by Anne Barber and Lynne Waymon



Voici **maxlink**^{MD}. Une toute nouvelle compagnie qui s'engage à donner des moyens à votre entreprise pour réussir dans la nouvelle économie. C'est pourquoi nous avons créé une gamme complète de solutions qui permettront de croître, d'être concurrentiel et de gagner. C'est tout ce dont vous aurez besoin aujourd'hui et ce dont vous aurez besoin demain. Après tout, quand les technologies deviennent désuètes aussi rapidement qu'elles apparaissent, vous avez besoin d'accéder maintenant à la prochaine vague.

www.maxlink.com 1 877 MAXLINK

maxlink
Accédez à la prochaine vague.

accès-e à haute vitesse • affaires-e • solutions-e • voix • données • soutien technique

MD maxlink, le logo maxlink et « Accédez à la prochaine vague » sont des marques de commerce de MaxLink Communications Inc. © 2000. Tous droits réservés.

La carte Ligne de crédit VISA Scotia pour entreprise. La différence entre penser qu'on peut faire quelque chose et la certitude qu'on en est capable.

Le magasin d'à côté ferme ses portes. 10 000 pieds carrés d'espace supplémentaire pour vous. Il suffit de demander. Vous ne demandez pas. Vous dites au propriétaire «Je prends!». Un gros détaillant se met à faire du «2 pour 1». Vite! Rajustez les marges bénéficiaires. Vite! Augmentez le volume des stocks. Avant que vous ayez pu dire «3 pour 1», c'est à la porte de votre magasin que les clients font la queue. Et voilà le travail.

La carte Ligne de crédit VISA* Scotia® pour entreprise. Plus qu'une carte de crédit. Une marge de crédit avec des limites plus élevées, des taux d'intérêt réduits et aucuns frais annuels. Et soudain, pour votre entreprise, «impossible» n'est plus français. Pour plus de détails, appelez-nous au 1 888 883-2503, passez à votre succursale Scotia ou rendez-nous visite à www.banquescotia.com Nous donnons rapidement notre décision. Tout comme vous, nous n'aimons pas faire attendre nos clients.

«NOTRE PLUS GROS CLIENT APPELLE POUR UN DÉLAI DE 90 JOURS, QU'EST-CE QUE JE RÉPONDS... NON ?

Carte Ligne de crédit VISA* Scotia® pour entreprise

1 888 883-2503
www.banquescotia.com

* Marque de commerce de La Banque de Nouvelle-Écosse. © Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse. * VISA Int./Usoger lic. La Banque de Nouvelle-Écosse.

MONTRÉAL : CAPITALE DU MULTIMÉDIA...

Encadré 2 : LES RAISONS DU SUCCÈS : LES INFRASTRUCTURES

Dans un article précédent, portant sur l'industrie des télécommunications, l'auteur soulignait la vitalité et le dynamisme de cette industrie dans la région montréalaise. Or l'industrie du multimédia est fortement intégrée à celle des télécommunications et par le fait même, tributaires des mêmes facteurs de succès.

La transmission de données est essentielle au succès du multimédia et repose sur une infrastructure complexe utilisant des matériaux très sophistiqués tels que la fibre optique. Si la qualité des réseaux informatiques et téléphoniques ne fait aucun doute, ces infrastructures sont par ailleurs très coûteuses et ne sont présentes que lorsque la masse critique d'entreprises le justifie. Une entreprise n'évoluant pas à proximité d'un centre stratégique, comme celui de la Cité du Multimédia, pourrait se trouver désavantagée.

Pour remédier à ce besoin, des fournisseurs de réseaux spécialisés, comme Maxlink Communication sont apparus. Mais on ne parle pas ici de simples fournisseurs d'accès à distance, mais plutôt de véhicules de transmission extrêmement puissants. Par exemple, une ligne dite «rapide» permet une vitesse de transfert de 750 KB/sec.; Maxlink offre quant à elle un service de base de 4 MB/sec. pouvant atteindre 10 MB/sec. : la vitesse y est telle qu'on pourrait visionner un film comme au cinéma.

Un autre atout de Maxlink Communication réside dans le concept de vitesse symétrique où la vitesse associée à l'envoi de données est la même que celle du téléchargement, contrairement à la majorité des transporteurs où cette dernière est beaucoup plus grande. La communication multimédia et le transfert d'énormes fichiers s'en trouvent favorisés améliorant ainsi la productivité.

Mme Michèle Granger, directrice du marketing de la région du Québec, nous apprend que Maxlink est la seule entreprise au monde à utiliser la technologie multi-points permettant de desservir plusieurs utilisateurs par un seul point d'émission. Cette technologie sans fil, nécessite une fraction des charges reliées à la fibre optique et donne la flexibilité d'ajustement au niveau de l'installation et de la modification de la puissance de transmission. Une entreprise n'a donc plus le souci de renouveler une partie de son parc informatique lorsque son volume d'affaires augmente.

La vitesse de transmission, l'économie de la structure et la flexibilité sont autant de contraintes au multimédia se transformant en avantages pour les entreprises qui savent profiter de l'expertise des télécommunications.

d'un crédit d'impôt de 40 % sur les salaires et sur le coût en capital ou de la location du matériel. D'autres mesures accordent un congé fiscal de cinq ans aux formateurs étrangers. Ces mesures placent Montréal loin devant ses concurrentes alors qu'une étude montre que les encouragements fiscaux annuels pour une entreprise du secteur dépassent les 10 000 \$ alors que la moyenne dans les autres villes est inférieure à 500 \$.

La différence est frappante et aide à comprendre l'intérêt porté à Montréal. Il convient alors de questionner les raisons de cette générosité fiscale. Le seul motif de création d'emplois ne peut expliquer cette prodigalité et cet engouement pour le virtuel n'est pas sans rappeler l'ascension des titres technologiques et l'effondrement boursier qui suivit. Il est facile d'établir un parallèle avec la situation du multimédia à Montréal et certains se demandent si le gouvernement ne pécherait pas par excès ?

M. Bruno Goulet, PDG du Consortium multimédia CESAM (voir encadré 3), reconnaît que certaines mesures puissent être questionnables. Mais dans l'ensemble, les incitatifs fiscaux encouragent les entreprises locales en plus d'attirer les firmes étrangères. La venue des multinationales engendre à la fois concurrence, alliances, besoins, oppor-

tunités, coopération, le tout créant une synergie propice à l'essor de l'industrie. «Il s'agit avant tout d'une vitrine sur le monde. Plus cette vitrine devient attrayante, plus les ressources abondent et attisent l'intérêt pour ce secteur», de dire M. Goulet. Car malgré sa fulgurante expansion, le multimédia n'en est encore qu'à ses balbutiements et il importe d'y consolider l'avance dont jouit la métropole. Il ne s'agit plus du cercle vicieux mais «virtuel».

L'INTERVENTION GOUVERNEMENTALE

Par ailleurs, l'intervention du gouvernement ne saurait se limiter à des subventions ou des crédits d'impôt. Une des mesures qui encouragerait l'industrie du multimédia est l'adoption de la technologie numérique au sein des différents ministères. C'est dans cette culture du numérique que réside une large part du potentiel économique du multimédia. Malheureusement, celui-ci est encore fortement orienté vers le particulier par l'entremise des jeux vidéos, cédéroms et autres produits reliés aux loisirs, constituant un marché plutôt limité, alors que c'est au niveau des affaires électroniques et de l'échange d'information que l'apport en productivité y est le plus élevé. La valeur ajoutée du multimédia est bien

Suite page 14 →

ClickonJob.com

Le portail de l'emploi à valeur ajoutée

ON VA FAIRE
NOTRE MARQUE
BIENTÔT !



Recrutement en technologies de l'information & multimédia

SEPTEMBRE 2000

SALON DE L'AÉROSPATIALE DE FARNBOROUGH 2000 : QUAND LA CONCERTATION RAPPORTE DES EMPLOIS ET DES INVESTISSEMENTS

PAR JACQUES GIRARD, PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL DE MONTRÉAL INTERNATIONAL



Le salon mondial de l'aérospatiale de Farnborough en Angleterre est sans contredit, avec celui du Bourget à Paris, la plus grande manifestation commerciale de la planète dans ce secteur d'activité économique. Et l'édition qui vient tout juste de se terminer fut à maints égards la plus fructueuse pour la grande région métropolitaine de Montréal. Ses retombées positives n'ont pas fini de se faire sentir et elles contribueront vraisemblablement à propulser Montréal encore un peu plus loin dans ce secteur industriel si important de la nouvelle économie.

L'industrie québécoise, essentiellement implantée dans la région montrealaise, était représentée à Farnborough par au-delà de 25 entreprises. Le vice-premier ministre et ministre d'État à l'Économie et aux Finances du Québec, Bernard Landry, y était également, ainsi que Montréal International, la Société générale de financement, Investissement-Québec et la Société de développement de la zone de commerce international de Montréal à Mirabel. Des représentants de haut niveau du Gouvernement du Canada étaient aussi sur place. Rarement une opération de prospection économique, conjuguant aussi étroitement tous les joueurs majeurs, privés et gouvernementaux aura connu une telle efficacité.

C'est en assistant à des manifestations de cette envergure que l'on réalise à quel point, face à une concurrence mondiale, nous devons regrouper nos forces et agir de concert. Il s'agit de la seule façon de se tailler une place enviable dans le ciel international.

À cet égard, Montréal International est une preuve vivante que la concertation peut dépasser le concept et rapporter des emplois et des investissements.

SIGNATURE DE CONTRATS, INVESTISSEMENTS VARIÉS ET NOUVEAUX PROJETS DÉVOILÉS

Certes, c'est la division aéronautique de Bombardier qui a retenu l'attention

en dévoilant une hausse très substantielle de son carnet de commandes pour les Jets régionaux CRJ 200 et CRJ 900 et son intention de construire une version de 90 places de cet avion destiné aux dessertes régionales.

Le grand avionneur montréalais a profité de l'occasion pour annoncer, dans cette foulée, qu'il créera dans les mois qui viennent jusqu'à 4000 emplois supplémentaires, équivalant à 10 % de la main-d'œuvre actuelle totale de ce secteur.

Pratt & Whitney n'est pas en reste avec le développement à Montréal de sa nouvelle gamme de moteurs susceptibles d'équiper des jets régionaux, un mandat majeur pour les prochaines décennies.

Le ministre Bernard Landry, de son côté, en compagnie de dirigeants de quatre sociétés, a annoncé des investissements additionnels de 60 millions \$ qui créeront environ 200 emplois de plus.

D'AUTRES PROJETS D'INVESTISSEMENT À VENIR

Outre son association à ces projets, Montréal International a également ouvert et fait progresser rapidement, à l'occasion du Salon de Farnborough, huit autres projets d'investissements, dont quatre par des filiales de sociétés déjà présentes dans la région métropolitaine et quatre par des entreprises présentes à Farnborough, mais n'ayant pas d'activités dans le Grand Montréal.

Deux d'entre eux sont des projets de grande envergure, représentant des investissements de plusieurs centaines de millions de dollars. L'un d'entre eux, une entreprise dont l'implantation rendra encore plus complète la gamme des composantes d'aéronefs et de systèmes connexes produite dans le Grand Montréal, fera l'objet d'une annonce spécifique prochainement.

D'autres projets résultent de rencontres tenues à Farnborough en compagnie d'entreprises privées du secteur aérospatiale, de partenaires gouvernementaux et de partenaires privés du réseau de Montréal International.

EN MARGE DU SALON

Par ailleurs, notre équipe a participé à diverses rencontres, dont une réception destinée à toute l'industrie aérospatiale, une rencontre privée avec un groupe de spécialistes en développement d'installations et de sites industriels, et une visite aux collègues de London First, un organisme

INTERNATIONALE

FARNBOROUGH : Les projets annoncés

Bombardier Aéronautique annonce la mise en production d'une version allongée de son réacteur Regional Jet, pour l'aviation commerciale, et l'expansion de ses ateliers d'assemblage de Montréal.



Bombardier a officiellement lancé le CRJ900, version allongée à 86 places du CRJ700 à 70 places.

CRÉATION DE 4000 EMPLOIS

Pratt & Whitney Canada confirme qu'elle développera à Longueuil une nouvelle génération de moteurs pour les avions régionaux intermédiaires.

MAINTIEN DES EMPLOIS SUIVI DE CRÉATION D'EMPLOIS

Thomson CSF Optronique Canada annonce son intention d'investir 41,6 millions \$ pour :

- l'implantation d'un site de production et de maintenance électro-optique;
- l'implantation d'un centre de soutien logistique de périscopes de sous-marins;
- l'établissement d'une coentreprise avec l'Institut national d'optique, en vue de créer un centre de recherche, de production et de commercialisation de technologies au laser.

CRÉATION DE 59 EMPLOIS

National Metal Finishing Canada Ltée (NMF) annonce un projet d'investissement de 14,6 millions \$ à Saint-Janvier de Mirabel pour construire un centre d'excellence en conception et production de revêtements de voilures d'aéronefs.

MAINTIEN DE 200 EMPLOIS, CRÉATION DE 89 EMPLOIS SUPPLÉMENTAIRES

Mesotec investit 4,4 millions \$ à Sherbrooke pour le développement et la fabrication de composantes d'outillage et d'équipements de haute précision pour l'aéronautique.

MAINTIEN ET CRÉATION FUTURE D'EMPLOIS

D'AUTRES PROJETS SERONT ANNONCÉS DANS LES SEMAINES QUI VIENNENT !

Québec

Société de développement de la Zone de commerce international de Montréal à Mirabel

DERNIÈRE HEURE !

Montréal International est heureuse d'annoncer la conclusion d'une entente de services avec la Société de développement de la zone de commerce international de Montréal à Mirabel. En effet, c'est l'équipe de MI qui a le mandat pour la Z-CIMM d'effectuer le démarchage international de première ligne. «Nous nous félicitons de cette collaboration avec les gens de Mirabel, qui va tout à fait dans le sens de notre vision du développement économique. Plus que jamais, il faut maximiser notre utilisation des ressources, augmenter les synergies entre les différents intervenants pour générer plus de projets et créer des emplois de qualité», a déclaré Jacques Girard.

de promotion économique du Grand Londres, comportant de multiples similitudes avec Montréal International, qui existe depuis 1992.

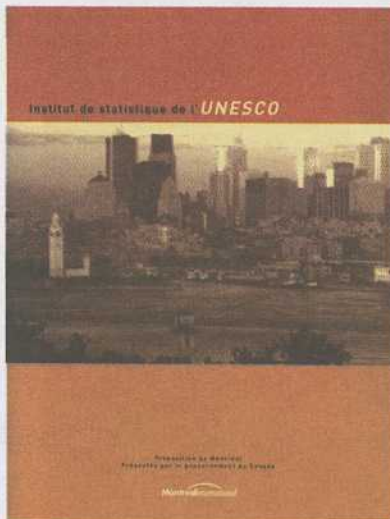
Nos efforts, conjugués à ceux de nos partenaires privés et gouvernementaux, lors du salon de Farnborough, vont se traduire par la création de plusieurs milliers d'emplois dans le secteur de l'aérospatiale dans le Grand Montréal au cours des deux ou trois prochaines années. Ce secteur maintiendra donc

son rythme de croissance exceptionnel et comptera encore au nombre des grands secteurs de la nouvelle économie qui assurent le plus grand dynamisme à notre métropole.

Rien de tel que les efforts concertés pour soutenir le développement économique !

L'INSTITUT DE STATISTIQUE DE L'UNESCO S'IMPLANTE À MONTRÉAL : UNE EXCELLENTE NOUVELLE POUR LA RÉGION

- Un dossier convaincant préparé par Montréal International avec l'appui efficace de plusieurs partenaires



Le Conseil exécutif de l'UNESCO, composé de représentants des 58 États membres, a décidé, en mai dernier, que l'Institut de statistique de l'UNESCO s'établira à Montréal, dans les prochains mois, une décision présentée par le directeur général de l'organisme, M. Koïchiro Matsuura. La candidature de Montréal, pilotée par Montréal International, a bénéficié de l'appui financier des gouvernements du Canada et du Québec. Quatre villes étaient en lice, dans le cadre d'un processus de sélection rigoureux, afin d'obtenir l'implantation de cette prestigieuse agence, soit Birmingham (Angleterre), La Haye (Pays-Bas) et Paris (France).

L'Institut s'installera sur un site appartenant à l'Université de Montréal et fera partie du campus de l'institution montréalaise. Au départ, une trentaine de professionnels y travailleront, mais ce nombre pourra vraisemblablement doubler à brève échéance.

UN DOSSIER QUI CHEMINE DEPUIS 1999

L'Institut de statistique de l'UNESCO a été créé à Paris en novembre 1999, lors de la 30^e Conférence générale de l'organisme, conformément à une décision entérinée deux ans plus tôt par la 29^e Conférence, visant à restructurer administrativement et géographiquement les fonctions de la division de statistique de l'UNESCO.

C'est en réponse à l'appel d'offres lancé aux pays membres que l'ambassadeur du Canada à l'UNESCO, M. Jacques Demers, a déposé l'offre du Canada. Le dossier de candidature a été préparé par Montréal International, avec l'appui technique et financier des gouvernements du Canada et du Québec.

PREMIÈRE AGENCE DE L'UNESCO EN AMÉRIQUE DU NORD

L'Institut de statistique constitue la première implantation en Amérique du Nord de l'une des agences de cet organisme des Nations Unies. Les

sept autres unités ou instituts de l'UNESCO sont situés en Suisse, à la Barbade, en France, en Roumanie, au Venezuela et en Allemagne, qui en compte deux.

Avec l'implantation de cette nouvelle agence internationale, Montréal devient l'une des rares villes du monde à compter trois organismes reliés aux Nations Unies, elle qui compte déjà le siège mondial de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, en plus de quelque 70 organisations internationales.

UNE MISSION MONDIALE

L'Institut aura comme objectif de recueillir, traiter et diffuser des données statistiques portant sur l'ensemble des pays membres de l'UNESCO, mais aussi d'améliorer la qualité des informations statistiques provenant de l'ensemble des pays. Cette mission revêt un caractère d'autant plus stratégique que certains pays ne possèdent pas d'agences de statistique organisées sur des bases rigoureuses.

Le Canada, le Québec et Montréal possèdent d'excellents centres de formation dans le domaine de la cueillette et du traitement de données statistiques. Ajoutons que le magazine britannique *The Economist* a décerné à Statistique Canada le titre de meilleure agence de statistique du monde. L'ensemble de ces ressources seront mises à contribution par le nouvel Institut de statistique de l'UNESCO, qui jouira de relations de partenariat avec les institutions de statistique et de formation.

UNE IMPLANTATION QUI CONFIRME LE CARACTÈRE INTERNATIONAL DE MONTRÉAL

«L'implantation de cet organisme aura un impact économique non négligeable sur la Métropole», affirme M. Jacques Girard, président-directeur général de Montréal International. En effet, c'est à partir d'ici que rayonnera une forte activité de formation et de coopération internationale qui sera bénéfique pour tous les professionnels qui travailleront en collaboration étroite avec l'Institut.

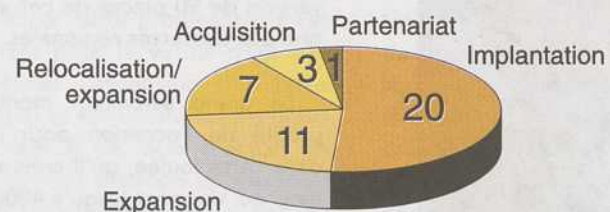
«Par ailleurs, cette implantation ajoute encore du poids au caractère de ville internationale de Montréal qui se classe au troisième rang des grandes villes nord-américaines quant au nombre de congrès internationaux qui s'y tiennent. L'accueil d'une agence de l'UNESCO revêt un prestige indéniable», ajoute M. Girard. «La présence de tels organismes devrait représenter un atout lorsque viendra le moment, dans quelques années, d'implanter des

DES RÉSULTATS QUI CONFIRMENT LA REPRISE ÉCONOMIQUE

Investissements au 5 août 2000

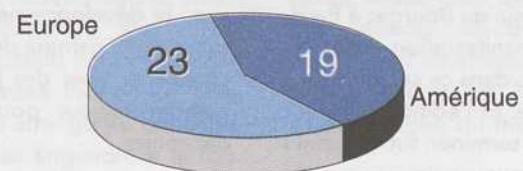
- 575 millions
- 3 200 emplois créés
- 400 emplois maintenus
- 42 sociétés

TYPE D'INVESTISSEMENT



RÉPARTITION

GÉOGRAPHIQUE DES DOSSIERS



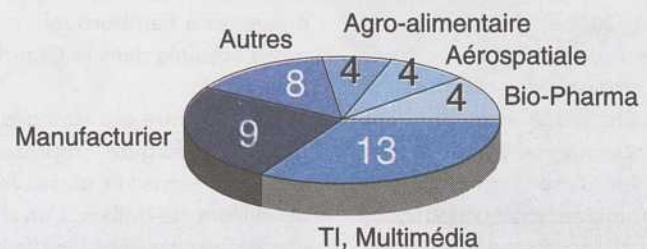
RÉPARTITION

DES DOSSIERS PAR MUNICIPALITÉ



RÉPARTITION

SECTORIELLE



L'équipe de prospection et de développement économique de Montréal International, regroupant depuis quelques mois, outre ses propres professionnels, ceux de l'ex Office de développement économique de la CUM (ODECUM) et de Laval Technopole, a traité et mené à bien durant les sept premiers mois de l'an 2000 plus de 40 dossiers d'investissements, d'expansion et d'acquisition d'entreprises.

agences liées à la création de la Zone de libre-échange des Amériques.»

«Outre le fait que Montréal présentait des avantages très nets en fonction de la grille d'évaluation préparée par l'UNESCO pour choisir la ville-hôte de l'Institut de statistique, ce qui a joué le plus en faveur de la Métropole est le haut degré de collaboration et de part-

nariat entre les gouvernements et les organismes intéressés. Je suis heureux que Montréal International ait pu jouer un rôle primordial dans le succès de ce dossier. Nous sommes le reflet d'un esprit de collaboration qui donne des résultats concrets.»

SANTÉ : L'AUTOMNE DES CHOIX

laire, dans une clinique médicale pour le glaucome, chez un omnipraticien pour une bronchite et dans un autre hôpital pour des difficultés psychologiques. Vous direz qu'il s'agit là d'une personne bien malchanceuse, mais ce type de poly-traumatismes est plus courant qu'on ne le croit.

Or, à moins que la personne elle-même, ou parfois l'un de ses médecins traitants, ne sollicite expressément la

création d'un dossier unifié, aucun des intervenants n'aura un portrait global de la condition de santé de l'individu qu'il soigne.

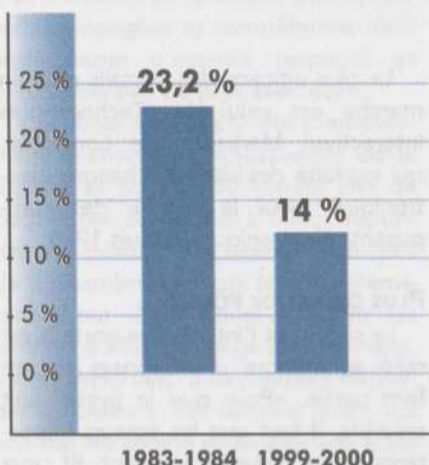
Le président de Merck Frosst, M. André Marcheterre, soulignait dans une conférence récente, que cette fragmentation est l'un des problèmes les plus cruciaux du système de santé canadien. D'une part, il n'existe pas de dossiers uniformisés dans la plupart des régions du Canada. D'autre part, le suivi des traitements est déficient.

«Dans le cas de certaines maladies cardiovasculaires ou de la cholestérolémie, 80 % des personnes qui en sont atteintes ignorent leur état. Et parmi les 20 % qui reçoivent un traitement ou une médication, la moitié abandonnent leur traitement durant la première année suivant le début.

«Il est urgent et important de recréer une véritable intégration des soins, au niveau local ou régional, ajoute M. Marcheterre, et de s'assurer qu'il existe des liens entre tous les épisodes de soins fournis à une personne.»

Une telle intégration repose sur un partenariat entre médecins, personnel traitant, pharmaciens, intervenants sociaux, et le «bénéficiaire» lui-même. Sans compter l'apport que peuvent fournir certains autres intervenants de la société, par exemple, les compagnies pharmaceutiques, les experts en technologies de l'information et en télécom-

Les coupes fédérales en matière de santé et de programmes sociaux

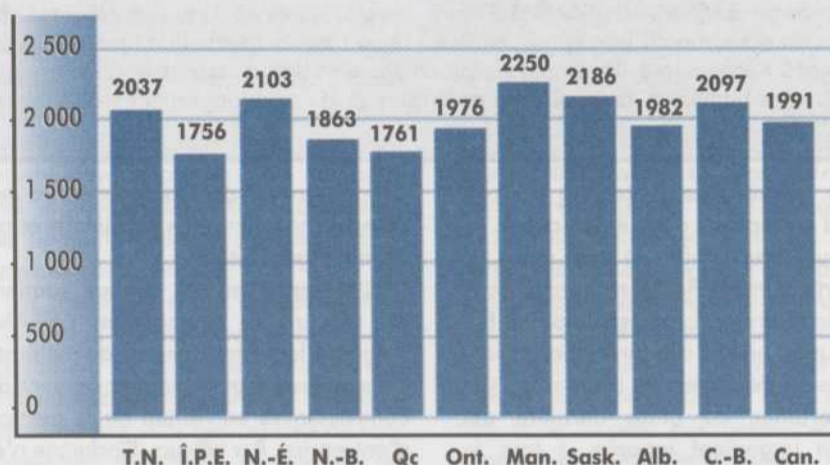


Pourcentage des transferts fédéraux en espèces par rapport aux dépenses totales du Québec en matière de santé, d'éducation post-secondaire et de sécurité du revenu.

DÉPENSES PUBLIQUES DE SANTÉ EN POURCENTAGE DU PIB, QUÉBEC ET PAYS DE L'OCDE, 1993 ET 1997

1993		1997	
Royaume-Uni	5,8	Royaume-Uni	5,8
États-Unis	6,1	Canada	6,4
Danemark	7,2	Québec	6,5
Canada	7,3	États-Unis	6,5
France	7,3	Danemark	6,7
Québec	7,6	France	7,1
Allemagne	7,7	Suède	7,2
Suède	7,7	Allemagne	8,3

Dépenses publiques de santé par habitant, par province, 1999



munications, etc.

La Nouvelle-Écosse a récemment mis en place le programme ICON, destiné à réaliser une gestion thérapeutique des personnes souffrant de problèmes cardiovasculaires, de façon qu'aucun malade ne soit laissé à lui-même ni n'a-

bandonne traitements et médicaments, ce qui entraîne un alourdissement de son cas, du point de vue médical et hospitalier, et appelle des soins beaucoup plus difficiles et plus coûteux.

Suite, page 14

Téléforum 2000

POUR LES GESTIONNAIRES DE CENTRES D'APPELS

Les 16, 17, 18 et 19 octobre prochain, L'Institut international de recherche tiendra à Montréal sa conférence **Téléforum 2000** qui s'adresse aux gestionnaires de centres d'appels.

La gestion au quotidien d'un centre d'appels nécessite des solutions constamment renouvelées. De plus, les centres d'appels vivent actuellement des changements sans précédent avec la venue du commerce électronique et de services sur Internet. Les gestionnaires cherchent à transformer leurs centres d'appels en véritables centres de contact avec la clientèle afin d'élargir les services qui lui sont destinés. Cette évolution est nécessaire à leur survie et les outils et la qualité de l'information qu'ils obtiendront seront garants de leur succès !

Conçu à partir des besoins les plus actuels des gestionnaires de centres d'appels, **Téléforum** est le rendez-vous stratégique qui leur permettra d'identifier rapidement les dernières tendances et nouveautés, de bénéficier de l'expertise des autres centres d'appels et d'obtenir les réponses à leurs questions grâce à la collaboration d'experts reconnus du milieu des centres d'appels. Cette 7^e édition de **Téléforum** constitue un événement unique qui regroupe au même endroit outils, solutions, idées et inspiration !

■ Deux volets : stratégique et opérationnel afin de répondre véritable-

ment aux besoins des gestionnaires.

- Sept ateliers pratiques dont une journée complète destinée au secteur public et aux superviseurs.
- Le Gala Excellence 2000 pour reconnaître la performance des meilleurs centres d'appels au Québec.
- Plus de temps pour les questions grâce à des périodes exclusivement destinées aux échanges.
- Des «gourous» américains de renom (traduction simultanée offerte).
- Des visites des meilleurs centres d'appels au Québec.
- Pour les agents : un déjeuner-causerie en compagnie de Carol Allain, motivateur hors pair !

Plus que jamais, **Téléforum 2000** vit au rythme des défis et des passions des gestionnaires de centres d'appels ! Les ressources humaines, les technologies, les stratégies et la gestion seront au menu du 16 au 19 octobre prochain.

Gestionnaires, venez en compagnie de vos superviseurs et agents et bâtissez ensemble le nouveau centre de contact avec la clientèle de demain !

Communiquez avec notre service à la clientèle au 1 800 447-9705 afin de ne pas manquer ce RENDEZ-VOUS incontournable en Amérique du Nord ! ■

IIR Institut international de recherche
Le leader mondial en organisation de conférences d'affaires

Chambre de commerce
du Montréal métropolitain
Board of Trade
of Metropolitan Montreal

PROFITEZ DU PROGRAMME *privilèges*



EXCLUSIFS AUX MEMBRES

santé
GROUPE SANTÉ MÉDISYS

golf et formule 1
VOYAGES SPORTVAC PLUS

sport

CLUB SPORTIF MAA

NAUTILUS PLUS

SPORTING CLUB

DU SANCTUAIRE

*club divertissement
et loisirs*

BIENTÔT

RENSEIGNEMENTS (514) 861-8556

MONTRÉAL : CAPITALE DU MULTIMÉDIA...

Encadré 3 :

LES RAISONS DU SUCCÈS : LES CENTRES DE VEILLE

CESAM

Le Consortium multimédia CESAM (Centre d'expertise et de services en applications multimédias) est un organisme sans but lucratif qui s'est donné pour mission de promouvoir le développement de nouveaux services, de nouvelles applications et de nouveaux contenus multimédias. Il vise aussi à faciliter l'émergence, la croissance et la consolidation des firmes de calibre international spécialisées dans ce secteur. Ce consortium regroupe des chefs de file des technologies de l'information, des télécommunications, de l'éducation, des arts et des médias du Québec. La diversité des membres qui le compose en fait le seul groupe réunissant tous les intervenants de la chaîne des nouveaux médias, de la conception du contenu jusqu'à la transmission du produit final.

Un projet de fusion entre le CESAM, l'APMQ (Association des producteurs de multimédia du Québec) et le FIM (Forum des infomates et du multimédia) est en cours de réalisation. Cette synergie dotera le nouveau consortium d'une meilleure capacité nécessaire à l'atteinte des prochains objectifs que sont la gestion des ressources humaines, des relations politiques et du développement des affaires électroniques.

réelle même si la rentabilité de certaines entreprises reste à démontrer.

Pour tirer profit de ces gains, il importe d'intensifier la recherche et le développement. La prospection se fait surtout au niveau des innovations techniques au détriment de la création. Or, l'importance de cette dernière est encore largement ignorée, à tout le moins négligée. Un autre défi que devront relever les entreprises du multimédia, comme le font celles de l'avionnerie, des biotechnologies et des télécommunications, sera d'intensifier cette activité de création.

Par contre, il faut mentionner que si une large part de l'industrie des hautes technologies profite de la présence des nombreuses sociétés en capital de risque, les projets touchant au multimédia font figure de parents pauvres. Beaucoup d'appelés, mais peu d'élus : une minorité seulement obtient le financement souhaité. Peut-être est-ce à cause de l'impression juvénile qui découle de cette industrie, mais il demeure que le potentiel du multimédia est encore mal évalué et méconnu de la part des gestionnaires de fonds. Cette raison explique la forte implication gouvernementale. D'autres pensent même que l'union entre le Québec Inc, la génération du baby-boom au pouvoir et le Québec.Com, la jeune génération associée aux nouvelles technologies, est encore timide. L'aspect du financement n'est qu'une dimension alors qu'il devrait y avoir partage des

connaissances, de l'expérience et des réseaux, en un mot, un parrainage entre les deux générations.

C'est entre autres, ce que soutient M. Goulet du Consortium CESAM. Selon lui, les entrepreneurs du multimédia sont jeunes et manquent souvent de connaissances au niveau de la gestion d'entreprise. Par ailleurs, l'industrie n'étant vieille que de six ans, l'information permettant d'élaborer des stratégies et plans d'affaires n'existe pratiquement pas. Les dirigeants se retrouvent parfois démunis face aux défis que suscitent l'expansion, le développement de nouveaux marchés, le financement... L'implication du gouvernement demeure, pour ces raisons, essentielle au bon développement du multimédia.

Quoi qu'on pense de l'interventionnisme gouvernemental en général, il faut lui donner crédit dans ce dossier. Il a pour le moins grandement contribué au décollage du multimédia. En plus de revitaliser un quartier en désuétude, la Cité du Multimédia symbolise la conversion de la métropole à la nouvelle économie du savoir, confirmant la place de Montréal parmi les grandes technopoles mondiales. En favorisant le réseautage et l'attraction de multinationales, on a réussi à insuffler l'énergie nécessaire à la naissance d'une nouvelle industrie. L'ascension de cette industrie s'inscrit en parfaite cohérence avec celle des hautes technologies, dans la lignée des actions qui apporteront à la métropole dynamisme et prospérité. ■

DOSSIER

Suite de la page 13

SANTÉ : L'AUTOMNE DES CHOIX

Enfin, plusieurs intervenants, dans le débat qui va s'activer cet automne, ne manqueront pas de souligner de nouveau que notre système de santé semble actuellement incapable de mesurer les résultats de ses soins et de ses différentes interventions.

«Je crois que nous devons mesurer l'«output» des hôpitaux ou d'autres composantes de notre système comme les CLSC. En Alberta, au cours des dernières années, on a commencé à mesurer spécifiquement la satisfaction des usagers ainsi que les résultats des soins, commente M. Richard Garant, coprésident du comité Santé de la Chambre. On s'est aperçu, entre autres, que les personnes de 65 ans et plus

n'avaient pas accès à tous les mêmes soins que leurs cadets. Une certaine normalisation a été effectuée depuis.»

«On ne contrôle pas ce que l'on ne connaît pas, commentait récemment, quant à lui, M. Marcheterre, et on ne connaît pas ce que l'on est incapable d'évaluer. Pour l'efficacité de notre système de santé, il serait bon de mesurer la qualité des services que l'on rend.»

Beaucoup de questions ouvertes pour réexaminer de manière rigoureuse ce système de santé que le Québec a mis en place il y a plus de 30 ans et qui n'a jamais été intégralement reconsidéré depuis !

Suite, page 16

PARTENAIRE



Pierre Langelier
Président-directeur général,
Institut du commerce électronique

FORMER VOTRE COMMUNAUTÉ D'AFFAIRES

Votre industrie n'a pas son portail vertical ? C'est possible. Mais il y a fort à parier que la situation va bientôt changer. Certaines personnes réfléchissent sûrement à la manière de l'implanter...

Les portails verticaux par industrie, ou communautés d'affaires virtuelles, sont un des changements majeurs apportés par la vague du commerce électronique. Leur premier objectif est de regrouper des intervenants d'un même secteur, qu'ils soient fournisseurs, clients ou concurrents. Puis, on leur offre un ensemble de services allant du partage d'information (répertoires industriels, affichage d'offre d'emploi), aux transactions d'affaires en ligne. De telles communautés peuvent avoir des avantages pour les adhérents. Elles permettent des échanges plus rapides et des économies de coûts, entre autres dans la gestion des approvisionnements. Par exemple, le traitement d'un bon de commande peut chuter de 130 \$ à 40 \$, dans certains cas, grâce à l'utilisation de solutions électroniques.

«Certains outils ont été mis au point pour faciliter la mise en place de portails, estime Jean-Pascal Lion, directeur général de Sympatico/Lycos, sites urbains. L'entreprise montréalaise Beehive (beehive.com) en offre un et d'autres sont disponibles sur le Web, comme Tripod, que l'on retrouve sur le moteur de recherche de Lycos.»

Au Québec, plusieurs portails verticaux sont à l'étude. Dans le secteur alimentaire, on vise à regrouper les agriculteurs et les détaillants. Il est aussi question d'un site pour le transport maritime, une plate-forme électronique qui réunirait les transporteurs, les ports, les expéditeurs et tous ceux qui gravitent autour. Les grands de l'aérospatiale, dont Lockheed Martin et Pratt & Whitney, feront aussi partie d'une plate-forme commerciale Internet créée pour l'industrie.

Le plus efficace des portails déjà en marche est celui des Technologies Interactives Mediagrif, de Longueuil, qui exploite des sites d'échanges électroniques pour le secteur des composants électroniques depuis 1996.

PLUS ON EST DE FOUS...

Le succès et l'intérêt des portails est relié au nombre d'entreprises qui en font partie. «Pour que le portail soit crédible, il faut que les acteurs importants d'une industrie y soient. Et ceux qui en sont les instigateurs doivent connaître leur secteur à fond», dit Vallier Lapierre, vice-président, Contenus, à Cogitex, une firme de consultation en commerce électronique. Les entreprises d'un même secteur sont identifiables parce qu'elles sont en nombre limité. Il faut d'abord entrer en contact avec elles, leur vendre l'idée d'une collaboration, même avec les concurrents, et leur offrir des avantages qui les inciteront à s'inscrire au portail.

«Il faut que l'intermédiaire soit neutre, dit M. Lapierre. Sinon, les gens hésiteront. Les grandes entreprises ont tendance à penser qu'elles peuvent tout simplement le faire elles-mêmes, ce qui n'est pas évident. Elles réussiront à rassembler les gens qui transigent directement avec elles, mais pas nécessairement les autres.»

Selon M. Lapierre, les portails sont plus faciles à implanter dans certains types de marchés. Il estime que là où l'industrie est fragmentée et se compose d'une foule de petits acteurs, un portail peut être fort utile.

Il en va de même pour des secteurs où la comparaison d'un produit avec l'autre est difficile à faire. Quand les prix et les caractéristiques varient pour des produits qui ont la même fonction, de l'information sur un portail concernant la comparaison peut représenter une valeur ajoutée. ■

PROGRAMME DE FORMATION DE L'INSTITUT DU COMMERCE ÉLECTRONIQUE

OCTOBRE 2000

10 - matinée	Internet et le commerce électronique
10 - après-midi	Planification d'un projet de commerce électronique dans l'entreprise
12 - matinée	Cybermarketing 1 : Une introduction
12 - après-midi	Cybermarketing 2 : Commerce électronique entreprise à consommateur

Information : (514) 840-1288

COMITÉ

MON BILAN DE DEUX ANNÉES À LA PRÉSIDENTE DU COMITÉ ACTION FEMMES D'AFFAIRES

■ PAR LOUISE CHERRY, PRÉSIDENTE SORTANTE DU COMITÉ ACTION FEMMES D'AFFAIRES

Ce fut un grand honneur pour moi de présider le comité «Action femmes d'affaires» au cours des deux dernières années et je quitte la fonction enrichie de l'expérience d'avoir côtoyé des femmes d'affaires dynamiques, professionnelles, engagées et compétentes dans leur champ d'activité respectif et d'avoir travaillé de près avec elles.

Ces deux années ont été principalement orientées à l'actualisation de la mission et du rôle du comité afin de positionner ce dernier à mieux répondre aux besoins des femmes d'affaires de la Chambre. Compte tenu que l'environnement dans lequel évoluent les femmes d'affaires change si rapidement, il était important à ce moment de valider les besoins des femmes quant aux activités du comité et un sondage a été effectué en octobre 1998 auprès des femmes membres de la Chambre pour recueillir leurs commentaires et suggestions à cet effet.

La nouvelle mission du comité AFA se définit comme suit : *Créer des occasions de développement, d'alliances et de réflexion pour les femmes au sein de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain,*

- en organisant des activités qui contribuent au développement professionnel et à l'avancement des femmes dans les milieux économique, politique social et culturel;
- en créant des sous-comités qui stimulent les échanges sur des thèmes d'actualité, qui permettent le partage d'une réalité commune et qui suscitent des relations d'affaires et en les appuyant.

PLUS D'ACTIVITÉS

Comme par les années passées, de nombreuses activités ont été organisées par le comité AFA au cours de l'année qui vient de se terminer dont deux petits déjeuners Perspectives; deux conférences «Carrefour»; un cocktail à l'occasion des fêtes de Noël; sans oublier le prestigieux Dîner-réseau. À chacune de ces activités, nous avons constaté une croissance du nombre de participants sur les années précédentes. Bien que, dans le passé, ces activités ciblaient surtout les femmes, cette année, tous les membres de la Chambre ont été invités et nous avons remarqué la présence d'hommes d'affaires à chacun de ces événements. Dans le sondage de 1998, les femmes ont indiqué qu'elle désiraient ouvrir les activités du comité AFA aux hommes d'affaires membres de la Chambre afin d'élargir, entre autres, leur réseau d'affaires.

Par ailleurs, l'accès aux activités organisées par les différents sous-comités ont continué d'être restreint aux femmes membres du comité AFA. Ces sous-comités sont :

- Club de lecture
- Femmes et carrière
- Femmes en début de carrière
- Femmes entrepreneurs et travailleuses autonomes
- Femmes et gestion
- Femmes de grandes entreprises
- Femmes et science et technologies
- Dîner-réseau
- Événement-maillage

L'édition 2000 du Dîner-réseau a, une fois de plus, été un grand succès. Cet événement de réseautage représente, pour toutes les participantes, un moment privilégié pour accroître leur réseau – volet essentiel pour les femmes d'affaires d'aujourd'hui – et je sais que plusieurs ont quitté la soirée en ayant fait de nouvelles connaissances. Une nouveauté avait été intégrée cette année à l'événement : la présentation d'un cadeau-souvenir à chacune des 32 femmes honorées ce soir-là, offert à titre gracieux par la maison Henry Birks, un des commanditaires de la soirée.

J'ai beaucoup apprécié travailler comme bénévole au sein de la Chambre et j'espère, bien modestement, avoir contribué à l'avancement des femmes dans le monde des affaires du Montréal métropolitain.

J'ai aimé particulièrement travailler avec les responsables de chaque sous-comité de même qu'avec les autres membres de l'exécutif du comité Action femmes d'affaires : ce sont des femmes qui consacrent du temps à la mission du comité et, par ricochet à la mission de la Chambre.

Je profite de l'occasion pour remercier ces collègues ainsi que les membres du personnel de direction de la Chambre de leur appui tout au long de mon mandat. Je tiens également à souligner la grande disponibilité et l'excellent travail de la coordonnatrice, Isabelle Scaffidi, dans l'organisation des activités du comité.

NOUVELLE SAISON, NOUVELLE PRÉSIDENTE

La nouvelle saison s'annonce aussi remplie que la précédente sous la présidence de Chantal Desjardins, avocate et associée principale chez Goudreau Gage Dubuc. Mme Desjardins pratique dans le domaine de la propriété intellectuelle, plus particulièrement en matière de marques de commerce et de droits d'auteur. Son domaine : les négociations de licences, les transferts de technologie, les secrets de commerce et la publicité comparative.

Je souhaite à Chantal la même collaboration dont j'ai pu bénéficier au cours de mon mandat et lui souhaite, de même qu'à toutes les femmes d'affaires de la Chambre une excellente année d'activités et de réseautage. ■

PARTENAIRE

L'ÉDUCATION DANS UNE SOCIÉTÉ BRANCHÉE 500 000 EMPLOIS EN TECHNOLOGIE ET... 50 000 POSTES À COMBLER

Dans son édition du 27 juillet, le *National Post* révélait que selon les plus récentes données de Ressources humaines Canada, les sociétés canadiennes de technologies de l'information offraient de l'emploi à 500 000 Canadiens et cherchaient à combler 50 000 postes. À elles seules, les sociétés Nortel Networks, Cisco Systèmes et Uniphase Corp. ont annoncé 10 000 nouveaux postes. La concurrence pour l'embauche n'a jamais été aussi vive dans toute l'Amérique et les sociétés doivent être de plus en plus compétitives et imaginatives dans leurs stratégies de recrutement et dans leurs politiques de rémunération.

Les universités et les cégeps doivent s'adapter à cette nouvelle demande. Cependant, les transformations du système d'éducation requises par ce nouvel environnement vont bien au-delà de l'accroissement substantiel du nombre de diplômés en TI, c'est tout le système d'éducation qui doit intégrer les nouvelles technologies de l'information de manière à ce que tous les professeurs acquièrent une maîtrise de ces outils et que les jeunes puissent en exploiter tout le potentiel, quelle que soit leur discipline. Qu'ils choisissent la musique, la littérature, la sociologie, le droit ou l'administration, Internet et les nouvelles TI de l'information seront un des éléments indispensables de leur démarche d'acquisition des connaissances.

Nous devons, sur ces deux fronts, accélérer la cadence, et c'est pourquoi Montréal TechnoVision a lancé le Plan 2TI en 1999 et, cette année, le projet de «ville ingénieuse».

LE PLAN 2TI - DOUBLER LES DIPLÔMÉS EN TI

Lancé en septembre 1999, ce plan vise à doubler d'ici 6 ans la production annuelle de diplômés dans les disciplines liées aux technologies de l'information. Les mesures annoncées par le ministre de l'Éducation commencent à porter des fruits, et la collaboration entre les sociétés du secteur des TI et les maisons d'enseignement n'a jamais été aussi forte.

En moins de 9 mois, les cégeps et les universités du Québec ont conçu et développé conjointement plus de 200 projets dont près de la moitié ont été recommandés par le comité Éducation/Industrie présidé par Lorne Trotter (président de Matrox Systèmes), puis approuvés par le ministre Legault, ce qui représente des investissements de près de 14 millions \$ de la part du ministère de l'Éducation et une somme équivalente provenant du secteur privé.

VILLE INGÉNIEUSE ET ÉDUCATION

L'Allemagne vient d'annoncer que d'ici 5 ans, tous les enfants qui fréquentent des institutions d'enseignement, disposeront de leur ordinateur portable. Plusieurs états et provinces qui nous entourent adoptent des mesures semblables. Le Québec offre présentement un ordinateur pour huit élèves, mais cette statistique ne reflète pas la

Montréal TechnoVision inc.

présence et l'utilisation réelle des nouvelles technologies de l'information dans l'éducation de nos enfants.

Les professeurs des niveaux primaire, secondaire et collégial manquent d'ordinateurs, de logiciels, de formation et de support pédagogique et technologique. Les facultés d'éducation qui forment les nouveaux enseignants n'ont pas encore intégré les TI à la pédagogie de l'enseignement. Résultat : les nouveaux professeurs n'ont pas une formation adéquate. En plus, ils se retrouvent dans des environnements mal outillés.

Le projet «Ville ingénieuse» de TechnoVision vise à corriger cette situation et le Conseil des gouverneurs a appuyé les résultats de la table ronde sur l'éducation en proposant au ministre de l'Éducation de démontrer le leadership du Québec et d'adopter un plan d'action qui accélérera l'utilisation de l'informatique et des applications des TI pour améliorer la qualité et la compétitivité de nos professeurs et de nos diplômés.

Les professeurs doivent être au centre de toute cette stratégie. TechnoVision a proposé au ministre de l'Éducation de faire reposer la stratégie du Québec sur les 5 principes suivants :

- traiter les outils pédagogiques interactifs sur le même plan que les manuels;
- intégrer la formation aux outils d'éducation en ligne dans les facultés d'éducation des universités;
- doter chaque professeur d'un ordinateur;
- assurer la présence de soutien technique et pédagogique dans toutes les maisons d'enseignement;
- adapter les mécanismes de financement des équipements et des logiciels requis.

De tels engagements publics assortis de cibles précises constitueraient un élément essentiel de la politique de développement économique du Québec, et les orientations du gouvernement en cette matière doivent être exprimées clairement le plus rapidement possible.

Pour construire une technopole et développer une société branchée, il est indispensable que la région de Montréal tire tout le bénéfice de la diffusion des applications de l'autoroute de l'information, ce qui contribuera à renforcer la compétitivité, la qualité de vie et le pouvoir d'attraction de notre région.

L'éducation et les technologies de l'information constituent des outils fondamentaux de notre développement collectif et nous devons énoncer et partager une vision claire et des objectifs précis.

Il faut dès aujourd'hui construire l'école ingénieuse. ■

SANTÉ : PRÈS DE 500 MILLIONS DE COÛTS TRANSFÉRÉS AU SECTEUR PRIVÉ DEPUIS 1992 - LE SYSTÈME DE SANTÉ EST-IL ENCORE UNIVERSEL ?

Les Québécoises et Québécois devront s'attendre à être responsables d'une part de plus en plus importante des coûts de la santé, et les assureurs aussi. Enfin, les employeurs qui offrent en totalité ou en partie une assurance-santé collective à leurs employés devront s'attendre à faire un effort supplémentaire, au plan financier, afin de défrayer ce service.

L'État, en effet, se désengage progressivement, en tout ou en partie, de certains secteurs du système de santé et il refile, plus ou moins ouvertement, aux assureurs certains coûts.

«Depuis 35 ans, affirme M. Richard Bell, vice président, assurance collective, de la SSQ, nous sommes passés par deux phases. Nous sommes partis de l'assurance hospitalisation, dans les années 60 à l'assurance-santé universelle, dans les années 70. En 1977, on introduisait la gratuité des médicaments pour les personnes âgées. En 1981, la circulaire «Malades sur pied» étendait la couverture des frais de médicaments. Et finalement, le Québec créait, il y a cinq ans, son régime universel d'assurance-médicaments, tout en respectant la place qu'occupait le secteur privé dans ce domaine.

«Mais, depuis 1992, on commence à couper dans les prestations du régime universel d'assurance-santé, au Québec. Le gouvernement du Québec a coupé graduellement les remboursements de soins à l'étranger, les soins dentaires gratuits pour les enfants, les examens de la vue. Il a augmenté le prix des chambres semi-privées ou privées. Puis, il a aboli les médicaments gratuits en vertu de la directive «Malades sur pied» et, dans le cadre de l'assurance-médicaments, transféré une partie de ces coûts à des programmes privés.

«Enfin, on observe un autre type de désengagement par le vide. Officiellement, des services de physiothérapie sont disponibles dans les hôpitaux. Mais, les listes d'attente sont longues, et il y a des cliniques privées où l'on peut obtenir plus rapidement un rendez-vous. Pour les radiographies, dans certains cas et dans certaines régions, il faut attendre des semaines pour obtenir les radiographies demandées par un médecin.

«Dans le cadre du virage ambulatoire, également, on renvoie rapidement les malades chez eux, et ce n'est donc plus la pharmacie de l'hôpital qui leur fournit les médicaments, mais l'assurance-médicament, privée pour près de 6 millions de Québécois.

«Enfin, des listes d'attente de plusieurs mois dans des domaines comme l'orthopédie ou l'ophtalmologie font en sorte que des personnes blessées au genou ou à la jambe ou souffrant d'une maladie des membres ou des yeux reçoivent des primes d'in-

validité de plusieurs milliers de dollars par mois durant plusieurs mois.

«En tout, conclut M. Bell, c'est près d'un demi-milliard qui a été refile au secteur privé, faisant en sorte que la part du secteur privé dans la santé ait augmenté de 25 % à 30 %, voire 32 % ou plus en 2000, au Québec. Je crois que cette tendance est inéluctable.»

Pour leur part, Mme Marie Chevalier et M. Pierre Meunier, du groupe d'assurance et de services financiers Chevalier Meunier estiment que l'universalité du régime de santé au Québec n'existe tout simplement plus. Peut-on parler d'universalité quand il vous faut traverser une véritable barrière bureaucratique, ainsi que d'interminables listes d'attente, pour obtenir des soins et des services auxquels, sur papier, vous avez droit ?

Si vous souffrez de sclérose en plaques, et que vous espérez obtenir de l'aide à domicile, un fauteuil roulant ou faire adapter votre véhicule automobile, il vous faudra faire évaluer votre

cas par trois services différents : le service médical, le service social, section des équipements, et la Société d'assurance automobile. Cela coûte cher et nécessite un travail de plusieurs heures. Pour gérer une invalidité grave, avec des services aussi fragmentés, il faut presque une personne à temps plein. Et la personne atteinte de maladie invalidante a rarement elle-même la force d'insister et de naviguer jusqu'au bout du système.

Finalement, si vous demandez de l'aide domestique ou des équipements, votre CLSC vous répondra peut-être que, si vous disposez d'une certaine aisance, certains services ne pourront vous être fournis gratuitement. Les budgets sont limités et on décidera si oui ou non vous faites partie des priorités.

Par contre, impossible au Québec de choisir vos propres soins et de les payer vous-même ! Non ! Le régime est universel, le même pour tous, riches ou pauvres. Mais dans les faits, les lourdeurs bureaucratiques, les listes d'attente et les limites budgétaires font en

sorte que l'universalité peut être modulée par un système discrétionnaire.»

Voilà pourquoi de plus en plus de gens jettent un coup d'oeil très intéressé du côté des programmes d'assurance collective, voire de plans individuels d'assurance maladie, salaire, invalidité.

L'un des secteurs qui connaissent la croissance la plus rapide est celui de l'assurance en cas de maladie grave. Vous versez une prime et, en cas de maladie invalidante, ou de maladie grave exigeant des soins onéreux, vous obtenez une somme de 50 000 \$, 100 000 \$, 200 000 \$, ainsi que divers services para-médicaux exclusifs. De quoi se payer des soins infirmiers à domicile, immédiatement, sans attendre que le réseau de la santé ait fini d'évaluer votre cas et d'analyser votre dossier. Ou de quoi aller vous faire traiter là où les traitements sont particulièrement réputés, ou encore, là où l'attente est raisonnable ! ■

LA MÉTROPOLE DES BONNES NOUVELLES

- La plus forte croissance économique depuis 1987
- 22 milliards de dollars en investissements privés et publics
- 41 700 nouveaux emplois, dont 41 % occupés par les jeunes
- Le taux de chômage le plus bas depuis 1976
- 34 100 prestataires de la sécurité du revenu de moins qu'en 1998
- Baisse continue du taux d'inoccupation des espaces à bureaux au centre-ville comme en banlieue
- Chute marquée du taux d'inoccupation des espaces industriels
- Montréal, au 5^e rang des régions métropolitaines des États-Unis et du Canada pour la création d'emplois.

Statistiques 1999

La région métropolitaine de Montréal
une économie diversifiée et équilibrée
qui participe pleinement à l'essor
économique du Québec

mamm.gouv.qc.ca

Québec

Ministère des
Affaires municipales
et de la Métropole

ACTIVITÉS

PERSPECTIVES

PERSPECTIVES, UNE BONNE FAÇON DE COMMENCER UNE JOURNÉE

Depuis sa création il y a déjà cinq ans, la série Perspectives continue de gagner en popularité auprès des membres et des amis de la Chambre. La saison dernière, nous avons atteint une moyenne de 200 personnes à chaque rencontre. Présentées à l'heure du petit déjeuner, de 7 h 30 à 9 h, ces conférences matinales offrent de l'information de première main sur un sujet d'actualité. La grande particularité de ces conférences demeure le contact direct avec les conférenciers grâce à la période de questions.

Quelques conférenciers ont déjà confirmé leur présence. Nul doute que vous trouverez un intérêt dans l'une ou l'autre des prochaines conférences. Et pourquoi ne pas inviter chaque fois une de vos connaissances que le sujet risque d'intéresser ?

Le jeudi 12 octobre 2000
**À la Chambre on pense...
Travailleurs autonomes**
«Développez votre potentiel entrepreneurial»
Conférencière invitée :
Mme Léa Pascal, président-directeur-général
Productions Léa Pascal inc.
Hôtel Inter-Continental Montréal,
360, rue St-Antoine Ouest

Le jeudi 26 octobre
**À la Chambre, on pense...
Développement urbain et habitation**
Conférencière invitée :
Mme Johanne Desrochers, présidente-directrice générale
Association des ingénieurs-conseils du Québec
Hôtel Omni Mont-Royal,
1050, rue Sherbrooke Ouest

Le jeudi 9 novembre 2000
À la Chambre... on pense Santé
Conférencier invité :
M. Michel Bureau, président
Fonds de recherche en santé du Québec
Hôtel Omni Mont-Royal,
1050, rue Sherbrooke Ouest


Une période de questions suivra chacune des présentations.

Surveillez votre courrier : plus de détails vous parviendront avant chacune de ces conférences. ■

commanditaire principal :

 **Desjardins**

 **AÉROPORTS DE MONTRÉAL**

 **LE FONDS DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (FTQ)**

Les activités marquées du logo (90) peuvent faire l'objet d'une dépense admissible dans le cadre de la loi 90.

A G E N D A

SEPTEMBRE 2000	OCTOBRE 2000	12
14 11 h à 14 h (90) Assemblée annuelle des membres suivie d'un déjeuner-causerie Hôtel Wyndham Montréal	*4 12 h à 14 h (90) Déjeuner-causerie - MIM M. Robert Dutton Président et chef de la direction RONA inc. Place Bonaventure	7 h 30 à 9 h (90) Perspectives Comité Travailleurs autonomes et micro-entreprises Mme Léa Pascal Président-directeur général Productions Léa Pascal inc. Hôtel Inter-Continental Montréal
26 17 h 30 à 21 h (90) Dîner-conférence - Comité Action femmes d'affaires Mme Lorraine Pintal Directrice générale et artistique Théâtre du Nouveau Monde Club St-James de Montréal	11 7 h 30 à 9 h 30 Club-contact Locaux de la Chambre	17 12 h à 14 h (90) Déjeuner-causerie M. Alban D'Amours Président Mouvement des caisses Desjardins Confédération des caisses populaires et d'économie du Québec Hilton Montréal Bonaventure
28 17 h à 19 h (90) Comité Travailleurs autonomes et micro-entreprises Cocktail - Lancement du programme d'activités 2000-2001 Endroit à confirmer	11 12 h à 14 h (90) Déjeuner-causerie hors-série L'honorable Jean-Pierre Goyer Président du conseil et directeur général Orchestre métropolitain Endroit à confirmer	

Les activités marquées d'un * sont organisées par



Renseignements et réservations :

Tél. : (514) 871-4000

Clubs-contact :
Line Leblond
Tél. : (514) 871-4000,
poste 4021

Les 5 à 7 du mardi :
Sonia Cloutier
Tél. : (514) 871-4000,
poste 4067



Commanditaire principal

 **BOMBARDIER**

 **Desjardins**
Fiducie Desjardins

 **Desjardins Club International enRoute**

 **FRASER MILNER CASGRAIN**

 **Pratt & Whitney Canada**
Une société de United Technologies

 **Samson Bélair Deloitte & Touche**

 **SNC-LAVALIN**

 **SSQ VIE**

Air Canada / Commission des valeurs mobilières du Québec / CROP / Développement économique Canada
Meloche Monnex

LES ACTIVITÉS DU WORLD TRADE CENTRE MONTRÉAL

SEPTEMBRE 2000	OCTOBRE 2000	16	20
27 8 h 30 à 16 h (90) Séminaire - Foires commerciales Secteur du vêtement M. Gérard Laurin et M. Jean-Pierre Leclerc Ministère de l'Industrie et du Commerce Locaux de la Chambre	13 8 h 30 à 12 h (90) Atelier de formation Les marchés publics canadiens M. Stéphane Coudé Info opportunités Locaux de la Chambre	16 12 h à 14 h (90) Déjeuner-causerie M. Alderman Clive Martin Lord Mayor of the City of London Hôtel OMNI Mont-Royal	20 7 h 30 à 12 h (90) Atelier de formation Les incoterms et les assurances à l'international M. André Bourassa Directeur, Est du Canada Fritz Starber inc. Locaux de la Chambre
		17 7 h 30 à 9 h (90) Petit déjeuner-rencontre M. Michael Graff Président Bombardier aéronautique OMNI Mont-Royal	Information et inscription : (514) 871-4000 Ces activités peuvent faire l'objet d'une dépense admissible dans le cadre de la loi 90.



 **NORTEL NETWORKS**

MEMBERSHIP

LÉGÈRE HAUSSE DES TARIFS

En raison d'une hausse générale des coûts et afin de lui permettre de continuer à offrir des services et un produit de qualité supérieure, la Chambre doit modifier à la hausse ses tarifs d'adhésion. À compter de maintenant, à la date de chaque renouvellement, le tarif d'une adhésion passera, dans chaque catégorie, de 160 \$ à 175 \$ par délégué, ce qui représente une hausse de 9 %. Quant au tarif des membres «Grand partenaire», l'adhésion sera majorée à 2 500 \$.

Au cours des deux dernières années, la Chambre a mis au point plusieurs nou-

veaux produits, entre autres, le Tableau de bord, la publication trimestrielle d'analyse statistique sur Montréal; nous avons également inauguré les «5 à 7 du mardi», les Clubs-Contact Plus, sans oublier le tout nouveau programme exclusif de «Privilèges». Depuis son partenariat avec l'Institut du commerce électronique et le World Trade Centre Montréal, la Chambre a presque doublé le nombre des activités qu'elle offre à ses membres.

De plus, au cours des prochains mois, nous travaillerons à effectuer le virage du commerce électronique :

vous avez reçu récemment un sondage sur vos habitudes d'utilisation du courrier électronique et la réponse a été des plus satisfaisantes.

Quant à notre site Web, il sera amélioré au cours des prochains mois pour mieux répondre aux besoins grandissants des membres en matière de réseautage, et également leur permettre de participer via le Web aux grandes orientations de l'association.

Désirez-vous plus d'information sur nos privilèges et nos services ? N'hésitez pas à communiquer avec nous au (514) 871-4000, poste 4022. ■

UNE SAISON REMPLIE DE BONS CONTACTS

Au cours de la saison 1999-2000, des centaines de membres ont eu l'occasion de présenter leur entreprise de même que leurs produits et services soit à l'un des dix *Clubs-contact* matinaux, soit à l'un des trois *Clubs-contact Plus*.

Chaque rencontre matinale de *Club-contact* réunit une quinzaine de délégués d'entreprises membres provenant de secteurs d'activité variés et non concurrentiels. Chacune des personnes présentes dispose de trois minutes pour faire connaître son entreprise et ses produits ou services aux autres participants. Chaque rencontre est animée par un animateur professionnel.

L'année dernière, la formule a été élargie aux *Clubs-contact Plus*. Ils se

tiennent le midi et on peut y accueillir jusqu'à une centaine de personnes. Regroupés en tables de dix personnes, chaque participant présente son entreprise à ses collègues de table. À la fin, on procède à un tirage pour chaque table, à la suite de quoi une personne par table dispose de quatre minutes pour présenter son entreprise devant tous les participants.

Madame Isabelle Chassé, vice-présidente, Marketing, Atelier de reliure La Tranchefile et participante active au programme des *Clubs-contact*, témoigne en ces termes : «Motivation indispensable, dynamisme communicatif, performance tangible, échanges fructueux, réseau croissant : ce sont les mots qui me viennent à l'esprit lorsque

j'évoque les *Clubs-contact*. Ils constituent une véritable occasion pour les participants qui savent utiliser ces tribunes mises à leur disposition»

MERCI !

La Chambre désire remercier Métro inc. de sa généreuse contribution comme commanditaire de ces rencontres. Merci également à tous les membres qui ont pris part à l'une ou l'autre de ces rencontres. En reconnaissance de leur participation, un tirage a eu lieu parmi tous les participants durant la dernière saison et c'est M. Luc Harvey, directeur des ventes, l'Appartement Inn Montréal, qui a remporté un laissez-passer pour deux personnes dans le corridor Québec-Windsor - offert par VIA Rail Canada. Félicitations à M. Harvey et un gros merci à VIA.

Pour connaître les dates des prochains *Clubs-contact* et *Clubs-contact Plus* de la prochaine saison 2000-2001, consultez le numéro d'octobre 2000 de *Leadership Montréal*. ■



COMITÉ TRAVAILLEURS AUTONOMES ET MICRO-ENTREPRISES

Le carrefour par excellence pour aider les travailleurs autonomes et les micro-entreprises à s'intégrer et à se développer au sein de la communauté.

INVITATION

Le comité invite les travailleurs autonomes au **Cocktail de lancement du programme d'activités 2000 - 2001** organisées à leur intention.

Date : le jeudi 28 septembre 2000
Heure : 17 h à 19 h

Endroit : Chambre de commerce du Montréal métropolitain
5, Place Ville Marie,
Salle Devencore

Coût : Entrée libre

Information et réservations :
(514) 871-4000, poste 4021 ■



CÉLIBATAIRE?

Pour diplômés de 25 à 45 ans

- cocktails
- plein air
- soupers
- sorties culturelles

Plus de 5,000 participants en 10 ans!
La Boîte Visuelle (514) 528-8885
www.bv.qc.ca

DÉJEUNER-CAUSERIE DE L'INSTITUT DU COMMERCE ÉLECTRONIQUE RONA - DE «BRICK» À «CLICK» !

Le premier déjeuner-causerie de l'Institut du commerce électronique (ICE) de la prochaine saison se tiendra dans le cadre du MIM 2000 qui se tiendra à la Place Bonaventure du 4 au 6 octobre 2000.

À cette occasion, l'ICE aura le plaisir d'accueillir à sa tribune, de 12 h à 14 h, le mercredi 4 octobre prochain, M. Robert Dutton, président et chef de la direction de RONA inc.

M. Dutton parlera de la façon dont RONA entend devenir le leader canadien dans le secteur élargi de l'habitation et comment il mettra les nouvelles technologies de l'information au service de l'atteinte de ses objectifs de vente en 2003.

Grâce à sa stratégie Web, RONA vise à générer 500 millions \$ de ventes par le biais d'Internet dans les trois prochaines années. Le premier projet d'envergure est le lancement de la nouvelle plate-forme électronique B2B destinée exclusivement aux acheteurs oeuvrant dans le domaine de l'entretien, de la réparation et de la rénovation industrielle et institutionnelle au pays : un cybermarché inter-entreprises avec des

outils de recherche spécialisés, qui offriront à la clientèle un service ultra personnalisé.

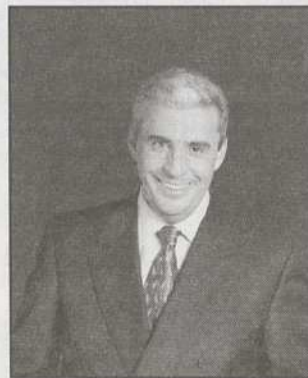
ZÉRO-SURFACE ?

Parallèlement au projet B2B, RONA développe un nouveau format de magasin, le «zéro-surface», qui offrira au consommateur, d'ici la fin de l'année, quelque 25 000 produits en ligne. RONA a aussi pris le virage *e-business* en procédant à la ré-ingénierie complète de ses processus d'affaires pour utiliser les nouvelles technologies de façon optimale et intégrée.

Venez découvrir comment RONA passe d'une stratégie *brick & mortar* à une stratégie *click & mortar*. En alliant les technologies Internet à son réseau de magasins, RONA confirme son leadership et s'assure d'un avenir rentable dans la nouvelle économie.

Une activité à mettre à votre agenda.

Surveillez votre courrier afin de profiter des rabais offerts aux membres de la Chambre pour participer aux différentes activités du MIM 2000 et en savoir plus sur ce déjeuner-causerie du 4 octobre prochain. ■



Monsieur Robert Dutton



Time/Design®

En collaboration avec

Georges Drouin

Formateur accrédité Time/Design et conseiller en productivité

Présentent un séminaire d'une journée

«Optimisez votre temps de travail»

Mettez de côté votre «gestionnaire du temps» et découvrez «Gestion personnelle», une méthode éprouvée pour devenir plus productif - le stress en moins !

- Récupérerez jusqu'à 2 heures par jour
 - Gardez une vision élargie
 - Gérez les détails
 - Scellez les fissures
 - Obtenez des résultats



Mississauga :

J.J. Wettlaufer Executive Development Center
17 octobre (en anglais)

Montréal :

Chambre de commerce du Montréal métropolitain
21 novembre (en anglais)
23 novembre (en français)

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTION :

450-584-2723

georgesd@qc.aira.com

«Allez-y ! Foncez ! Vous ne serez pas déçu !»
Barbara Irby, Université Stanford

LA MARCHE CENTRAIDE AUX 1 000 PARAPLUIES... LE MERCREDI 4 OCTOBRE, BEAU TEMPS, MAUVAIS TEMPS



Source : Centraide

Comme chaque année, la Chambre est fière d'annoncer le lancement de la campagne de Centraide du Grand Montréal. Le défilé se mettra en branle, à 12 h 15, à l'angle des rues Ste-Catherine et McGill College, empruntera la rue Ste-Catherine et terminera sa course vers 13 h, au Complexe Desjardins, avec le dévoilement de l'objectif de la campagne et le spectacle de lancement, qui promet d'être fort animé et grandiose.

Le rassemblement aura lieu à compter de 11 h 30, sur McGill College.

Vous êtes invités à vous joindre aux milliers de représentants d'entreprises, de bénévoles, de vedettes du monde du spectacle et d'artistes du cirque qui participeront à la Marche.

Arborez vos couleurs, décorez vos parapluies, sortez vos trompettes, porte-voix et crécelles car la grande marche de l'entraide sera très haute en couleur cette année. I

Si vous avez
le temps
nous avons
le lieu!



La connectivité virtuelle...
en tout lieu @ toute heure.

La CHAMBRE DE COMMERCE DU MONTREAL MÉTROPOLITAIN est heureuse d'annoncer le lancement d'un service de vidéoconférence en partenariat avec la société

V+SPAN

Salles de vidéoconférence pour petits et grands groupes (jusqu'à 100 personnes), équipées à la fine pointe de la technologie.

La location de salles de réunions à la Chambre...
on en fait notre affaire !

La Chambre met également à votre disposition de prestigieuses salles de réunions situées au coeur du centre-ville, au 5, Place Ville Marie. L'ambiance est chaleureuse et détendue.

Vous avez une séance de formation? une conférence de presse? un lancement de produit? un cocktail ou un autre type de réception à organiser?

Visitez la page Web de ce service, www.ccmq.ca/salles, vous trouverez :

- un plan général des salles
- les différents montages
- les services connexes
- les tarifs et
- des photos des salles



Pour plus de renseignements,
faites le (514) 871-4000, poste 4051

Business à la carte
Les déjeuners-causeries
2000 - 2001

Les Chefs passent à table...

réservez votre place!

Vendredi 22 septembre



Doreen B. Davis
Vice-présidente
Nasdaq International



(Hôtel Wyndham)

Mardi 31 octobre



Robert E. Brown
Président et
chef de la direction
Bombardier inc.



(Hilton Montréal Bonaventure)

Jeudi 28 septembre



Pierre Boivin
Président
Club de hockey Canadien
et Centre Molson



(Hôtel Wyndham)

Mardi 7 novembre



Brian Edwards
Président et
chef de la direction
BCE Emergis



(La Centrale Sheraton)

Mardi 17 octobre



Alban D'Amours
Président, Mouvement
des caisses Desjardins
Confédération des
caisses populaires et
d'économie du Québec



(Hilton Montréal Bonaventure)

Mercredi 15 novembre



Jean-Claude Scraire
Président du conseil
et directeur général
Caisse de dépôt et
placement du Québec



(Hilton Montréal Bonaventure)

Reservations

Confirmez votre présence dès maintenant.
Téléphone : (514) 871-4000
Télécopieur : (514) 871-5971
Site transactionnel : www.ccmq.ca/activites

Billet 49 \$ membre 75 \$ non-membre 420 \$ (membres seulement)
Série de 10 billets Pré-vente : (avant le 27 oct. 2000) 445 \$ (membres seulement) TPS (7 %) et TVQ (7,5 %) en sus

Lundi 4 décembre



Gordon Thiessen
Gouverneur
Banque du Canada



(Hilton Montréal Bonaventure)



BOMBARDIER



Air Canada
Commission des valeurs mobilières
CROP
Développement économique Canada
Meloche Monnex



Samson Bélaire
Deloitte & Touche



Design graphique :
Vasco



Port de Montréal
Port of Montreal

GRAND PARTENAIRE ACTIF DU RÉSEAU DU LEADERSHIP MÉTROPOLITAIN

LES «GRANDS PARTENAIRES»

Pour **agir ensemble** sur l'essor économique du **Montréal métropolitain!**



Chambre de commerce
du Montréal métropolitain
Board of Trade
of Metropolitan Montreal



Institut du commerce
électronique
Electronic Commerce
Institute



W | T | C
MONTREAL

A.L. Van Houtte Ltée • ABB • Aéroports de Montréal • Agropur, Coopérative Agro-Alimentaire • Air Canada • *Air Liquide Canada inc. • Alcan • Alstom Canada inc. • APG Solutions & Technologies inc. • *Aramark Québec inc. • Arthur Andersen • AstraZeneca Canada Inc. • AT&T Canada • *Aventis Pharma • Avon Canada Inc. • AXA Assurances inc. • Banque CIBC • Banque de développement du Canada - Siège social • Banque de Montréal • Banque Laurentienne du Canada • Banque Nationale du Canada • Banque Royale du Canada • Banque Scotia • Banque Toronto-Dominion • Bell ActiMedia • Bell Canada • Bell Helicopter Textron • Belron Canada • BioChem Pharma inc. • BMO Nesbitt Burns • Bombardier inc. • Bourse de Montréal • Brasserie Labatt Ltée • Bureau en Gros • Cabinet de relations publiques NATIONAL inc. (Le) • CAE Électronique Ltée • Caisse de dépôt et placement du Québec • Camco inc. • Canac inc. • Canadien National • Canadien Pacifique Ltd. • Cascades inc. • Casino de Montréal • Château Stores of Canada Ltd. • Ciment St-Laurent • Cirque du Soleil • Clearnet • Cogeco inc. • Cognicase • Commission scolaire de Montréal • Communauté urbaine de Montréal / bureau du président • Compagnie d'assurance Standard Life (La) • Compaq Canada inc. • *Computer Sciences Corporation • Costco Canada inc. • *CROP inc. • Desjardins Ducharme Stein Monast et Sogemis inc. • Dessau-Soprin inc. • Domtar inc. • Donohue inc. • *Drakkar Ressources Humaines • École des Hautes Études Commerciales (HEC) • EDS Innovations inc. • EDUMICRO inc. • Eicon Technology Corporation • Emploi-Québec • EMS Technologies, Space Electronics Group • English Montreal School Board • Ericsson Communications Inc. • Ernst & Young • Fasken Martineau DuMoulin • Féd. caisses pop. Desjardins de Mtl & Ouest-du-Qc • Fednav Limited • Fiducie Desjardins • Financière Banque Nationale • Fonds de Solidarité des Travailleurs du Québec (FTQ) • Fraser Milner Casgrain • FTM Capital inc. • Gartner Group Canada • Gaz Métropolitain • Glaxo Wellcome Inc. • Goodyear Canada inc. • Great West, compagnie

d'assurance-vie - London Life • Groupe CGI inc. • Groupe Chagnon international Ltée. • Groupe conseil DMR inc. • Groupe Cossette Communication • Groupe LGS inc. • Groupe L'ORÉAL • Groupe Optimum inc. • Groupe Pharmaceutique Bristol-Myers Squibb • Groupe Saputo inc. • Groupe SNC-Lavalin inc. • Financière Sun Life • *Groupe Télécom • Groupe Transcontinental G.C.T. Ltée • Groupe TVA inc. • Groupe-conseil Aon inc. • Harry Rosen Inc. • Henry Birks & Sons inc. • Hewitt Équipement Ltée • Hydro-Québec • IBM Canada Ltée • Imperial Tobacco Ltée • Industrielle-Alliance Cie d'Assurance sur la vie • Investissement-Québec • ISPAT SIDBEC inc. • Ivaco inc. • Journal de Montréal • KPMG s.r.l. • Kruger inc. • KSH Ltée • Lafarge Canada inc. • Le Groupe Jean Coutu (PJC) inc. • Le Groupe Télé-Ressources Ltée • Le Groupe Vidéotron Ltée • Loto-Québec • McCarthy Tétrault • McGill University • Médis Services Pharmaceutiques et de santé inc. • Meloche Monnex inc. • Merck Frosst Canada inc. • Métro inc. • *Microcell Télécommunications inc. • Molson Canada, région du Québec • Montréal Trust • Noranda - Affinerie CCR • Nortel Networks • North Star Ship Chandler inc. • Novartis Pharma Canada inc. • Oberthur Jeux et Technologies • Office municipal d'habitation de Montréal • Ogilvy Renault • Ouimet Cordon Bleu inc. • Parmalat Canada • Petro-Canada • Pfizer Canada Inc. • Pharmaprix • Pitney Bowes du Canada Ltée • Planet Hollywood Canada inc. • Port de Montréal • Postes Canada • Power Corporation du Canada • Pratt & Whitney Canada • PricewaterhouseCoopers • Produits forestiers Alliance inc. • Provigo inc. • Quebecor inc. • Raymond, Chabot, Grant, Thornton • Regroupement des collèges du Montréal métropolitain • Reine Elizabeth (Le) • Réno-Dépôt inc. • Restaurants McDonald du Canada Ltée • Restaurants SportsScene inc. (Les) • Richter, Usher & Vineberg • Robert Half International inc. • *Robert Mitchell Inc. • Rolls Royce Canada Ltd. • RONA inc. • Samson Bélair/Deloitte & Touche • Schering Canada inc. • Scotia Capitaux inc. • SIBN inc. • SITQ immobilier • Sobeys Québec • Société conseil Mercer Ltée • Société de transport de la C.U.M. • Société des Alcools du Québec • Société du Groupe d'embouteillage Pepsi • Société du Palais des Congrès de Montréal • Société générale de financement du Québec • Société immobilière TrizecHahn • Société Radio-Canada • Sucre Lantic Ltée • Système M3i inc. • *Tecsult inc. • Téléglobe inc. • The Gazette • Transat A.T. inc. • UAP inc. • Université Concordia • Université de Montréal • Université du Québec à Montréal • *VIA RAIL Canada inc. • Velan Inc. • Ville de Montréal - Service du développement économique • *Wyeth-Ayerst Canada Inc. • Xerox Canada inc. • ZENON.

Les **leaders** s'associent aux **leaders!**

***BIENVENUE DANS LE CERCLE DES GRANDS PARTENAIRES
DEVENEZ GRAND PARTENAIRE
APPELEZ-NOUS AU (514) 871-4000, POSTE 4067**